

**L'Algérie abritera le
siège permanent de
l'Union africaine des
associations sanitaires
et de secours**

P.02

**Foot/ Algérie 1-0 Burkina Faso :
Les Fennecs s'imposent de peu
et valident leur ticket pour les
huitièmes de finale de la CAN**



P.12

**Sécurité sociale :
27 documents "papier"
officiellement supprimés
par la CNAS**

P.03



Blanchiment d'argent



Les compagnies
d'assurances désormais
soumises aux mêmes règles
que les banques

P.03

Mouvement MAK :



Le fils de Ferhat Mehenni
rejette ses idées et le
désavoue publiquement

P.02

Annaba :



Lancement officiel des
ateliers de formation
dédiés au suivi du projet
d'adressage

P.06

**Santé :
Réalisation d'une
opération de jumelage
médical en chirurgie
orthopédique entre le
CHU d'Annaba et l'EPH
d'El Oued**

P.07



Le président de la République préside une réunion du Conseil des ministres



Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen d'un projet de loi portant amendement constitutionnel technique et de deux projets de lois organiques relatifs au régime électoral et aux partis politiques, indique un communiqué de la Présidence de la République.

“Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres, consacrée à l'examen d'un projet de loi portant amendement constitutionnel technique et de deux projets de lois organiques relatifs au régime électoral et aux partis politiques, ainsi qu'à un exposé sur l'indemnisation des coûts de transport dans le domaine économique”, lit-on dans le communiqué.

Fin de fonctions pour l'ambassadeur algérien à Beyrouth



Le président Abdelmadjid Tebboune a officiellement mis fin aux fonctions de Kamel Bouchama en tant qu'ambassadeur d'Algérie au Liban, décision confirmée par un décret présidentiel publié ce jeudi 25 décembre au Journal officiel.

Cette mesure, rétroactive au 9 octobre 2025, fait suite à des propos qui ont créé un véritable émoi dans les cercles diplomatiques.

L'ex-ambassadeur, nommé en février dernier, avait suscité une polémique lors d'une intervention dans un événement culturel à Beyrouth, où il avait qualifié le président américain Donald Trump de « cow-boy » et de « malade mental ».

Ajoutant que sa place était « dans un hôpital psychiatrique et non à la tête de la plus grande puissance mondiale ».

Ces déclarations ont été jugées contraires aux normes de la diplomatie algérienne, reconnue pour son approche prudente et mesurée des affaires internationales.

Il a qualifié Donald Trump de «

malade mental » : fin de fonctions pour l'ambassadeur algérien à Beyrouth

La sortie médiatique de Kamel Bouchama a immédiatement provoqué une onde de choc, tant au niveau local qu'international. Ses propos ont été perçus comme un manquement aux codes diplomatiques. Plaçant le gouvernement algérien dans une position délicate.

Selon le décret présidentiel, le limogeage de Bouchama s'inscrit dans un mouvement plus large touchant plusieurs hauts responsables :

- Amor Fritah : ambassadeur d'Algérie à Abu Dhabi, admis à la retraite à compter du 15 octobre 2025.
- Mourad Kerbouche : directeur de la communication et de l'information

au ministère des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, également relevé de ses fonctions.

Kamel Bouchama : un parcours diplomatique marqué par des fonctions prestigieuses

Kamel Bouchama n'est pas un novice en matière de diplomatie et de service public. Il a occupé plusieurs postes de responsabilité. Dont celui de ministre de la Jeunesse et des Sports entre 1984 et 1988. Il a également été membre du Conseil de l'Assemblée depuis 2022.

Avant sa mission à Beyrouth, il a été ambassadeur d'Algérie en Syrie. Poste qu'il a quitté fin 2024, à la chute du régime de Bashar al-Assad. Sa carrière reflète un engagement prolongé au service de l'État.

La révocation de Kamel Bouchama rappelle que la diplomatie algérienne reste attachée à la prudence. Les décisions présidentielles récentes montrent que les représentants officiels sont tenus à une discipline stricte, et que toute dérive peut avoir des conséquences immédiates sur leur carrière.

PAR UN VOTE UNANIME EN AFRIQUE : L'Algérie abritera le siège permanent de l'Union africaine des associations sanitaires et de secours

Alger devient le point d'ancrage d'une nouvelle dynamique africaine en matière de santé et d'action humanitaire. À l'issue de trois jours de travaux consacrés à la santé de la femme, les acteurs du continent ont tranché, l'Algérie abritera désormais le siège permanent de l'Union africaine des associations sanitaires et de secours. Un choix fort, à la fois politique, scientifique et symbolique. Qui place le pays au cœur des futures coopérations sanitaires africaines.

La décision est tombée à l'issue du 2^e Congrès international sur la santé de la femme, organisé par l'Association Humanitaire Najda et accueilli au centre culturel de la Grande Mosquée d'Alger, du 18 au 20 décembre 2025. Chercheurs, experts, représentants d'organisations africaines et acteurs de terrain ont validé, à l'unanimité, l'installation du siège

permanent de l'Union africaine des associations sanitaires et de secours en Algérie.

Ce choix a été entériné par l'adoption collective de la « Déclaration d'Alger ». Texte fondateur actant la création de cette nouvelle structure continentale. L'objectif est de fédérer, coordonner et renforcer l'action des organisations sanitaires et humanitaires africaines, dans un cadre commun et structuré.

Union africaine des associations sanitaires et de secours : Alger choisie comme siège permanent

Au-delà de la décision institutionnelle, le congrès a débouché sur une série de recommandations opérationnelles, centrées en priorité sur la santé préventive des femmes africaines. Les participants ont notamment insisté sur :

- Le renforcement des campagnes de vaccination.

- L'élargissement des programmes de dépistage précoce des maladies chroniques et des cancers.
- L'amélioration de la qualité de la prise en charge médicale, à travers des soins mieux structurés.
- L'activation de conseils scientifiques multidisciplinaires.
- La multiplication des programmes de formation et de qualification du personnel médical.

Ces axes visent à répondre à des défis persistants, souvent aggravés par l'accès inégal aux soins et le manque de ressources spécialisées dans plusieurs régions du continent.

Coopération africaine en santé et action humanitaire : vers des systèmes plus résilients

Les travaux ont également mis en avant la nécessité de renforcer la coopération africaine en matière de santé et d'aide



humanitaire. Les participants ont appelé à une meilleure coordination entre associations et organisations, mais aussi à la mise en place de systèmes de santé flexibles, capables de faire face aux épidémies et aux urgences sanitaires.

Le développement de partenariats solides entre les institutions de la société civile africaine figure parmi les leviers identifiés pour améliorer l'efficacité des interventions sur le terrain.

Recherche scientifique et jeunesse africaine : un levier stratégique pour

l'avenir sanitaire du continent

Le congrès s'est également imposé comme un espace d'échanges scientifiques approfondis. Les intervenants ont souligné l'importance de stimuler la recherche médicale, d'encourager le partage d'expériences entre pays africains. Ainsi que de donner davantage de place aux jeunes chercheurs, notamment à travers l'organisation régulière de rencontres scientifiques spécialisées.

Les participants ont réaffirmé leur engagement à transformer les recommandations en plans d'action concrets. Afin d'améliorer durablement la santé des femmes et de renforcer l'action sanitaire et humanitaire en Afrique. Une orientation qui traduit, selon eux, une volonté collective de bâtir un avenir sanitaire plus cohérent et mieux coordonné à l'échelle continentale.

COUP DUR POUR FERHAT MEHENNI : Son fils rejette ses idées et le désavoue publiquement

Aghour Mehenni, fils de Ferhat Mehenni, président du « MAK », mouvement considéré comme terroriste par l'Algérie depuis 2021, s'est exprimé ce vendredi sur la chaîne publique Canal Algérie dans une intervention qui a suscité de nombreuses réactions. Dans un ton calme, mais chargé d'émotion, il a tenu à se démarquer clairement des positions et des actes de son père, tout en réaffirmant son attachement profond à l'Algérie et à son unité.

Au cours de cet entretien, Aghour Mehenni a expliqué que sa prise de parole répond avant tout à une volonté personnelle : préserver l'honneur de

sa famille. Il a souligné que les choix politiques et idéologiques de son père ne le représentent pas et ne reflètent rien de ses propres convictions.

« Mon père a ses idées et j'ai les miennes », a-t-il déclaré, insistant sur la nécessité de dissocier les trajectoires individuelles au sein d'une même famille.

Aghour Mehenni se démarque des positions de son père et réaffirme son attachement à l'unité nationale

Visiblement ému, le jeune homme est également revenu sur l'héritage historique de sa famille, affirmant sa fierté quant à la contribution de certains de ses membres à la guerre

de Libération Nationale. Pour lui, cet héritage constitue un socle moral important, incompatible avec toute forme de division ou de remise en cause de l'unité du pays.

Il a rappelé que l'Algérie s'est construite dans le sacrifice et la solidarité entre ses enfants, quelles que soient leurs origines régionales.

Aghour Mehenni n'a pas caché l'impact qu'ont eu, au fil des années, les prises de position et les comportements de son père sur sa vie et sur celle de ses frères.

Il a évoqué une enfance et une jeunesse marquées par cette situation, soulignant les difficultés humaines et sociales qu'elle a pu engendrer. Toutefois, il



a précisé que ces expériences l'ont conforté dans son rejet de toute idéologie fondée sur la rupture et l'exclusion.

Des souvenirs sans divisions régionales

Dans la dernière partie de son intervention, Aghour M'henni a partagé des souvenirs de sa jeunesse, notamment de ses années passées avec des amis. Il a

raconté des moments vécus en Kabylie avec des amis originaires d'Oran, de Tlemcen ou encore de Ghazaouet.

« On n'a jamais fait de différence entre nous », a-t-il affirmé, ajoutant que les clivages régionaux ne faisaient pas partie de son quotidien et qu'il ne les aurait découverts que plus tard, à travers les discours politiques.

À travers cette prise de parole, Aghour M'henni a souhaité adresser un message clair : celui d'un citoyen attaché au vivre-ensemble, à l'unité nationale et au respect de l'histoire collective de l'Algérie, tout en affirmant son droit à des convictions personnelles, indépendantes de celles de son père.

SEYBOUSE
Quotidien indépendant d'informations générales times

Édité par la S.A.R.L. MEDIACOM PRESSE
Siège social : 46 Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general : Bicha salim
Directeur de la publication : Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction : Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybousestimes.dz
Email: redaction@seybousestimes.dz
contact@seybousestimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité, s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité, Agence ANEP 01, AVENUE PASTEUR ALGER
TEL : 021 73 71 28
021 73 76 78
021 74 99 81
FAX : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tous articles sauf accord de la rédaction

SÉCURITÉ SOCIALE :

27 documents « papier » officiellement supprimés par la CNAS

Le secteur de la Sécurité sociale en Algérie franchit une étape décisive dans sa transformation numérique. Entre dématérialisation des procédures, lancement de nouveaux services en ligne et succès de l'application « El Hanaa », le ministère du Travail accélère la cadence pour éradiquer la bureaucratie.

Invité de l'émission « L'Invité de la Matinale » sur la Chaîne 1 de la Radio nationale, Yahia Rassoul, directeur de la modernisation et des systèmes d'information au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale à la CNAS et représentant du ministère du Travail, a dressé un bilan ambitieux des réformes en cours. Le chiffre phare de cette intervention est

sans conteste l'annulation de 27 documents papier auparavant exigés pour les dossiers de prestations.

Désormais, ces pièces circulent de manière fluide et instantanée entre les différents organismes sous tutelle grâce à l'interconnexion des systèmes d'information. Cette stratégie vise un triple objectif :

- Simplifier les procédures administratives.
 - Réduire drastiquement les délais de traitement.
 - Améliorer la qualité du service public offert aux citoyens.
- « El Hanaa » : Le compagnon numérique qui vous évite les files d'attente

Le succès de la plateforme numérique ne se dément pas. Avec plus de 3,5 millions de comptes

actifs, l'application « El Hanaa » s'impose comme l'outil de référence pour les assurés sociaux. Elle permet notamment : L'extraction des attestations d'affiliation.

- Le suivi de la consommation de médicaments.
 - Le suivi en temps réel de la confection ou du renouvellement de la carte Chifa.
 - La gestion des congés maternité (plus de 65 000 demandes indemnisées via la plateforme).
- Rassoul a également mis en avant de nouveaux services facilitant la vie économique. Les employeurs bénéficient désormais du prélèvement automatique des cotisations, une procédure sécurisée qui permet d'éviter les



déplacements, les chèques et les pénalités de retard.

Pour les assurés, la carte Chifa entre aussi dans l'ère du e-paiement. Il est désormais possible de demander sa carte à distance pour un montant de 400 DA, réglable via carte bancaire ou carte « Edahabia ». De plus, la mise à jour de la carte peut se faire directement chez l'un des 12 000 pharmaciens conventionnés.

Ce service a déjà permis d'économiser 3 millions de

déplacements physiques au cours des six derniers mois, un gain de temps précieux, particulièrement pour les habitants du Grand Sud. « La numérisation n'est plus une option, mais un choix stratégique prioritaire conformément aux orientations des hautes autorités de l'État », a martelé le responsable.

L'ambition affichée est claire : en finir avec les méthodes de gestion traditionnelles et les files d'attente interminables devant les guichets. Parallèlement au déploiement technique, le secteur investit massivement dans la formation de son personnel pour instaurer une véritable culture numérique au sein de l'administration, répondant ainsi aux attentes croissantes des citoyens.

BLANCHIMENT D'ARGENT :

Les compagnies d'assurances désormais soumises aux mêmes règles que les banques

Longtemps perçu comme un secteur secondaire face aux banques, le domaine des assurances entre désormais dans une nouvelle ère de vigilance renforcée.

Un guide des risques récemment publié par le Conseil national des assurances change profondément la donne, identification stricte des clients, contrôle renforcé des flux financiers, surveillance accrue de l'assurance sur la vie et sanctions lourdes en cas de manquement.

Derrière ce durcissement, un objectif clair, couper les circuits utilisés pour recycler des fonds d'origine douteuse, dans un contexte où les autorités alertent sur l'exposition croissante du secteur aux pratiques de blanchiment d'argent.

Blanchiment d'argent : les compagnies d'assurances désormais soumises aux mêmes règles que les banques

Le nouveau guide de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme impose aux compagnies d'assurances des obligations similaires à celles en vigueur dans le secteur bancaire. Ces entreprises devront, dans certaines situations, identifier précisément l'origine des fonds de leurs clients et assurer un suivi continu des opérations effectuées tout au long de la relation contractuelle.

Le texte insiste sur la nécessité de vérifier la cohérence entre les opérations réalisées, le profil du client, son activité professionnelle et son niveau de risque. Les documents, informations et données collectés devront être régulièrement actualisés, en particulier pour les clients classés à risque élevé. L'assurance sur la vie classée



parmi les produits les plus exposés

Le guide place explicitement l'assurance sur la vie dans la catégorie des produits à haut risque. En cause, sa souplesse, la possibilité de rachat anticipé et la désignation de bénéficiaires multiples, autant d'éléments susceptibles d'être détournés à des fins de dissimulation de l'origine des fonds. Les compagnies seront tenues de :

- Identifier le bénéficiaire réel dès sa désignation
- Vérifier son identité au moment du versement des prestations
- Intégrer le bénéficiaire réel dans l'évaluation globale du risque

- Appliquer des mesures de vigilance renforcées dès que le niveau de risque augmente
- Identification obligatoire des clients et fin des comptes anonymes

Avant toute relation contractuelle ou opération occasionnelle, les assureurs devront procéder à l'identification complète des clients, des mandataires et des bénéficiaires réels, sur la base de documents fiables et indépendants.

Pour les personnes physiques, les informations exigées incluent notamment :

- L'identité complète et

la nationalité

- La date et le lieu de naissance
- L'adresse actuelle et la situation professionnelle
- La nature et l'objectif de la relation contractuelle
- Les données relatives au patrimoine et aux revenus, ainsi que la source des fonds lorsque nécessaire

Concernant les personnes morales, les compagnies devront recueillir des informations détaillées sur la structure juridique, l'actionnariat, les dirigeants et l'organisation du contrôle afin d'identifier le bénéficiaire réel.

Le texte interdit formellement l'ouverture ou le maintien de comptes anonymes ou fictifs et impose la rupture immédiate de la relation contractuelle lorsque les obligations de vigilance ne peuvent être respectées.

Les responsables politiques et leurs proches classés à haut risque

L'une des mesures les plus sensibles du guide concerne les personnes politiquement exposées. Les responsables politiques, leurs familles et leurs proches figurent désormais parmi les clients à risque élevé.

Toute relation contractuelle avec cette catégorie nécessite :

- Une autorisation

préalable de la direction générale

- Une vérification approfondie de la source des fonds et du patrimoine
- Une surveillance continue et renforcée tout au long de la relation

Cette classification vise à prévenir l'utilisation des produits d'assurance pour dissimuler des fonds liés à des pratiques de corruption ou de détournement.

Gel des fonds, signalement obligatoire et rupture de la relation

En cas de soupçon de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, les compagnies d'assurances sont tenues de :

- Refuser l'ouverture ou la poursuite de la relation contractuelle
- Procéder au gel ou à la saisie immédiate des fonds concernés
- Déclarer sans délai les opérations suspectes à la Cellule de traitement du renseignement financier

Le texte précise également l'obligation d'appliquer les listes nationales et internationales de sanctions et de mettre à jour régulièrement les informations clients.

Des sanctions financières pouvant atteindre deux milliards de centimes

Le non-respect de ces obligations expose les contrevenants à des sanctions sévères. Les amendes administratives peuvent atteindre jusqu'à deux milliards de centimes, auxquelles

s'ajoutent des poursuites pénales selon la gravité des infractions. Le cadre légal prévoit notamment :

- Des amendes de 500 000 à 5 millions de dinars pour des paiements effectués hors des

moyens légaux

- Des peines de prison et des amendes pour non-déclaration de soupçon

- Des sanctions aggravées en cas de divulgation d'un signalement au client

- La confiscation des fonds d'origine illicite, même en l'absence de condamnation définitive

Le guide rappelle par ailleurs l'interdiction stricte des cryptomonnaies en Algérie, toute utilisation exposant à des peines de prison et à des amendes.

Ces comportements considérés comme des signaux d'alerte

Le document dresse une liste détaillée de comportements susceptibles d'indiquer des tentatives de blanchiment d'argent, parmi lesquels :

- Le changement de bénéficiaire au moment du paiement
- Le recours injustifié à des paiements en espèces importants
- La souscription de plusieurs contrats auprès de différentes compagnies

- L'incohérence entre la situation financière du client et les montants assurés
- Les demandes de rachat anticipé ou de résiliation sans justification économique
- Le refus de fournir des informations sur l'origine des fonds

Des attitudes telles que l'empressement excessif, la fourniture de fausses informations ou les tentatives d'influence sur les employés constituent également des signaux d'alerte devant faire l'objet d'un signalement.

DESTINÉ AUX TITULAIRES DE MASTER : La DGSN lance un concours de recrutement

La Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN) a annoncé le lancement d'un concours de recrutement externe pour l'accès au grade d'officier principal de police. Ce concours, ouvert aux candidats des deux sexes, s'inscrit dans une démarche de renforcement des rangs de la police par des compétences universitaires de haut niveau. Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 22-22 du 17 avril 2022 portant statut particulier des fonctionnaires de la Sûreté

Nationale, ce recrutement se fera sur titre. Les inscriptions débiteront officiellement le 29 décembre 2025. Sûreté Nationale : Ouverture d'un concours de recrutement d'officiers principaux de police
Le concours cible spécifiquement les titulaires d'un diplôme de Master (ou d'un titre équivalent) dans des filières techniques de pointe, à savoir :

- Intelligence Artificielle (IA)
- Informatique
- Mathématiques



• Mathématiques appliquées
Les candidats doivent être âgés de 23 à 28 ans à la date du concours. Outre les critères d'âge et de diplôme, les postulants doivent remplir l'ensemble des conditions administratives et physiques réglementaires. Le dossier de candidature devra comprendre,

entre autres, les pièces d'identité, les diplômes universitaires, les formulaires administratifs ainsi que les certificats médicaux requis.
Concours de la DGSN : Modalités et délais de dépôt
Concernant la situation vis-à-vis du service national, la DGSN précise qu'elle sera prise en compte conformément à la législation en vigueur. De même, l'expérience professionnelle pourra être valorisée, le cas échéant, selon les textes réglementaires. Les candidats disposent d'un délai

de quinze (15) jours ouvrables à compter de la date d'ouverture pour déposer leurs dossiers. La date limite de réception des candidatures est fixée au 20 janvier 2026.
Par cette initiative, l'institution sécuritaire entend se doter de cadres hautement qualifiés sur le plan scientifique et technique, capables de répondre aux défis des mutations technologiques et numériques actuelles afin d'optimiser les performances des services de la Sûreté Nationale.

APRÈS ORAN, TÉNÈS FRAPPÉE À SON TOUR : Un stock clandestin d'huile subventionnée saisi



L'étal se resserre sur les prédateurs du marché. À Ténès, une opération de grande envergure menée par les services de la sûreté de daïra a permis de débusquer un stock clandestin d'huile subventionnée, destiné à alimenter la spéculation. En effet, ce samedi, un communiqué de la sûreté de wilaya a officialisé la réussite d'un coup de filet stratégique dans la cité côtière de Ténès. Tout commence par un travail d'ombre. Agissant sur la base de renseignements précis, les enquêteurs de la police, travaillant de concert avec les inspecteurs de la Direction du Commerce, ont ciblé une résidence privée. Loin des étals officiels, c'est au domicile d'un commerçant quinquagénaire que le pot-aux-roses a été découvert. Échec au monopole à Ténès : La police saisit 1 500 litres de ce produit subventionné
Le bilan est sans appel : 1 475 litres d'huile de table subventionnée, soigneusement dissimulés. Ce « trésor » liquide n'attendait qu'une chose : que la tension monte sur le marché pour être revendu à prix d'or, au mépris des régulations étatiques et du besoin citoyen. Le procédé est classique mais redoutable : créer une pénurie artificielle en retirant le produit de la circulation pour mieux spéculer sur sa rareté.

En asséchant les circuits de distribution locaux, le mis en cause espérait générer un profit illicite sur le dos de la collectivité. Une ambition brisée par l'intervention coordonnée des services de sécurité sous l'égide du parquet compétent. La réponse de l'État ne s'est pas fait attendre. Le suspect a été présenté ce samedi devant les autorités judiciaires près le tribunal de Ténès. Il devra désormais répondre de chefs d'accusation lourds : spéculation illicite et détention de marchandises de large consommation à des fins de monopole. Cette affaire à Ténès n'est pas isolée et s'inscrit dans un contexte de répression judiciaire sans précédent. Il y a à peine quatre jours, le tribunal d'Oran a envoyé un signal de fermeté absolue. Un commerçant, identifié sous les initiales (Z.M.), a été condamné à une peine exemplaire de 12 ans de prison ferme assortie d'une amende de 300 000 DA. Ce dernier avait été pris en flagrant délit de stockage de près de 3 000 litres d'huile dans une annexe de son local commercial. En plus de la réclusion, la justice a ordonné la confiscation de la marchandise et la publication du jugement dans la presse nationale pour servir d'avertissement.

DÉMANTÈLEMENT D'UN VASTE RÉSEAU DE FAUSSE MONNAIE: 4 millions de dinars saisis

Les services de sécurité algériens sont parvenus à démanteler un important réseau spécialisé dans le trafic de fausse monnaie opérant dans le centre du pays. Menée après un renseignement initial dans la wilaya de Médéa, l'opération a abouti à l'interpellation de trois individus et à la saisie de plus de 4 millions de dinars en faux billets de 2000 et 1000 dinars, tous porteurs du même numéro de série. L'enquête débute à médéa et révèle une anomalie clé. En effet, l'opération a été déclenchée par la brigade de police judiciaire de la sûreté de daïra de Beni Slimane (wilaya de Médéa) suite à des informations indiquant qu'un individu écoulait des billets de 2000 dinars contrefaits dans la ville. Une filature a permis d'intercepter le suspect, en possession d'une somme d'argent composée uniquement de billets de 2000 dinars. Un détail a immédiatement alerté les enquêteurs : toutes les coupures saisies portaient le même numéro de série.



Les interrogatoires du premier suspect ont permis aux services de sécurité d'identifier rapidement d'autres membres présumés du réseau. Saisies massives de faux billets portant le même numéro de série
En coordination avec le parquet compétent, les enquêteurs ont obtenu des mandats de perquisition étendus aux wilayas voisines. Ces interventions coordonnées ont permis l'interpellation de deux autres suspects, tous trois étant âgés de 23 à 42 ans. Des sommes en faux billets de 1000 et 2000 dinars ont été saisies lors de ces perquisitions, présentant la même anomalie caractéristique : l'identité du numéro de série sur l'ensemble des coupures.

Une expertise technique menée par des services spécialisés a confirmé que la totalité des 4 056 000 dinars saisis était effectivement fausse, fournissant la preuve scientifique nécessaire. En plus des faux billets (équivalent à plus de 400 millions de centimes), les forces de police ont confisqué quatre téléphones portables et une tablette électronique. À l'issue de leur garde à vue, des dossiers judiciaires ont été constitués contre les trois suspects avant leur présentation devant le parquet de la wilaya de Médéa. Les charges retenues à leur encontre sont multiples et prévues par le code pénal algérien. Elles incluent la constitution d'une association de malfaiteurs en vue de préparer un crime ou un délit, la falsification de billets de banque ayant cours légal, et leur introduction sur le territoire national. Les suspects sont également poursuivis pour avoir tenté d'effacer des preuves dans le but d'entraver l'enquête, ainsi que pour la vente et la distribution de ces billets falsifiés.

INFO TRAFIC : La neige paralyse plusieurs axes routiers

Les fortes chutes de neige enregistrées ces dernières heures ont entraîné la fermeture de plusieurs axes routiers névralgiques. Selon un bilan communiqué ce vendredi par les services de la Gendarmerie nationale, les wilayas de Tizi Ouzou et de Bouira sont particulièrement touchées par ces perturbations météorologiques. Dans un bulletin publié via la page officielle « Tariki », la Gendarmerie nationale a fait état de plusieurs coupures de routes dues à l'accumulation de la poudreuse, rendant la circulation impossible sur les hauteurs de la Kabylie. Bouira : Le col de Tikjda impraticable
Dans la wilaya de Bouira, la circulation est totalement interrompue sur la Route Nationale n°33 (RN 33), reliant Bouira à Tizi Ouzou. Le blocage est localisé précisément au niveau des zones d'Akoukar (commune de Bechloul) et de la station climatique de Tikjda (commune d'El Asnam). Tizi Ouzou : Plusieurs cols fermés à la circulation
La wilaya de Tizi Ouzou subit



également de plein fouet les effets de cette tempête hivernale. Trois axes majeurs reliant la wilaya à celle de Bouira sont actuellement fermés :

- RN 33 : Coupée au niveau de la zone d'Aswel (commune d'Aït Boumahdi).
- RN 15 : Bloquée au niveau du col de Tirourda (commune d'Ifrehounène).
- RN 30 : Interrompue au passage de Tizi N Kouïel (commune d'Iboudararen).

Les services de la Gendarmerie nationale appellent les usagers de la route à la plus grande prudence et recommandent d'éviter ces axes jusqu'au déneigement complet des chaussées par les services de travaux publics. Prévisions : Neige, pluie et chute libre des températures
Selon un BMS de niveau de vigilance « Orange » émis par Météo Algérie, les chutes de neige

continueront d'affecter ce vendredi les reliefs culminant à 1200 mètres d'altitude et plus. Cette alerte concerne les wilayas de Sétif, Batna, Khenchela, Bouira, Tizi Ouzou, Béjaïa, Bordj Bou Arreridj et M'sila. La validité du bulletin court jusqu'à midi pour le Centre et jusqu'à 15h pour l'Est du pays. La wilaya de Djelfa est, quant à elle, placée en vigilance jaune. Parallèlement aux neiges, des averses orageuses sont attendues sur un large ruban allant du Centre-Est jusqu'aux régions présahariennes, incluant notamment Jijel, Annaba, Constantine, Mila, Souk Ahras ainsi que les wilayas de Biskra, El Oued et Ouled Djellal. Enfin, les services météorologiques mettent en garde contre une vague de froid intense qui s'installe ce vendredi sur les Hauts Plateaux et les zones steppiques, touchant particulièrement Khenchela, Laghouat, El Bayadh et Naâma. Les autorités recommandent la plus grande prudence aux citoyens, tant sur les routes qu'à l'intérieur des foyers face aux risques liés aux systèmes de chauffage.

PROGRESSION DE 17,4% : Une banque algérienne parmi les trois premières du monde arabe en 2025

La Banque de Développement Local (BDL) s'impose au premier semestre 2025 comme l'une des banques arabes à la croissance des crédits la plus rapide. Avec une progression soutenue de son portefeuille, l'établissement algérien se positionne dans le top 3 du classement publié par le First Bank Rankings Center. Dans ce classement qui recense les établissements arabes à forte croissance des crédits, plusieurs pays de la région sont représentés par plusieurs banques. L'Algérie y figure avec un seul établissement, la BDL, tandis que l'Égypte, les Émirats, le Maroc, l'Oman et le Qatar comptent chacun un ou plusieurs représentants. Cette répartition illustre la diversité

des acteurs bancaires dans le monde arabe et situe la BDL dans le contexte régional. La BDL parmi les leaders de la croissance des crédits dans le monde arabe au S1 2025 Selon le First Bank Rankings Center, la Banque de Développement Local occupe la troisième place des banques arabes à plus forte croissance de crédits au premier semestre 2025. Son portefeuille de crédits nets a progressé de 17,4%, pour atteindre 9,06 milliards de dollars fin juin 2025, contre 7,72 milliards de dollars fin 2024. Elle se place derrière deux établissements égyptiens : • Commercial International Bank (CIB) : +30,9%

• Arab African International Bank : +20,8% Le classement repose sur la croissance des crédits nets, exprimée en dollars américains, et couvre uniquement les maisons mères dont les actifs dépassent 15 milliards de dollars. TOP 10 des banques arabes à la croissance la plus rapide des crédits La BDL est la seule banque algérienne figurant dans le top 10 des banques arabes à la croissance la plus rapide des crédits. Les autres pays de la région comptent plusieurs représentants. L'Égypte place deux banques dans le trio de tête, les Émirats arabes unis en comptent trois, le Maroc deux, tandis que l'Oman et le Qatar apparaissent avec



une banque chacun. Derrière le trio de tête, les banques émiraties se distinguent par leurs performances, l'Abu Dhabi Islamic Bank affiche une croissance de 14,5%, Emirates Islamic Bank 13,4% et Sharjah Islamic Bank 12,9%. Le Maroc place également deux banques dans le top 10, avec la Banque Centrale Populaire à +14,3% et Attijariwafa Bank à +13,6%. Enfin, Oman et le Qatar complètent

le classement avec des croissances respectives de 13,8% pour Sohar International Islamic Bank et 12,7% pour la Commercial Bank of Qatar. Une tendance majoritairement positive pour le secteur bancaire arabe Sur les 55 banques évaluées, 50 ont enregistré une croissance positive des crédits nets au premier semestre 2025. Le classement repose sur des données officielles et ne prend pas en compte les filiales étrangères, assurant ainsi une comparaison homogène entre les établissements. La troisième place de la BDL souligne sa capacité à progresser rapidement dans le domaine du crédit, tout en participant à la dynamique régionale des banques arabes.

Carte CNEP-POST : Algérie Poste précise la durée de validité

La carte CNEP-POST est un instrument mis à disposition par la Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance (CNEP) et les services postaux en Algérie, permettant à ses titulaires de réaliser diverses opérations financières et administratives. Elle fonctionne comme une carte de paiement et d'identification, facilitant notamment les transactions bancaires simples, les retraits aux guichets automatiques et le paiement de certaines factures. Selon les informations officielles de la CNEP-POST, la carte a une durée de validité de trois ans à compter de sa date de délivrance. Passé ce délai, il est nécessaire de la renouveler afin de continuer à bénéficier de ses services. Le renouvellement peut généralement être effectué directement dans les agences CNEP-POST, moyennant la présentation de la carte expirée et des pièces justificatives actualisées



si nécessaire. Quelles sont les conditions et démarches pour obtenir la carte ? Pour obtenir une carte CNEP-POST il faut obligatoirement ouvrir un compte auprès de la CNEP. Il peut s'agir d'un compte d'épargne ou d'un compte courant, selon le profil et les besoins du demandeur. Cette exigence s'inscrit dans une logique de traçabilité et de conformité aux règles bancaires nationales. La démarche débute généralement

par une demande formulée directement au guichet d'une agence CNEP-POST. Le demandeur doit présenter une pièce d'identité officielle en cours de validité, le plus souvent la carte nationale d'identité ou, à défaut, un passeport. Dans certains cas, les autorités demandent un justificatif de domicile afin de confirmer les informations personnelles déclarées. Une fois le dossier constitué,

l'agence procède à l'enregistrement de la demande. La fabrication de la carte n'est pas immédiate et peut nécessiter plusieurs jours, voire quelques semaines, en fonction des délais administratifs. L'institution informe ensuite le titulaire de la disponibilité de sa carte et l'invite à la retirer en personne, afin de garantir une remise sécurisée. Cette procédure, bien que standardisée, vise à limiter les risques de fraude et à assurer une meilleure identification des utilisateurs du système financier. Usages, sécurité et renouvellement : voici tous les détails La carte CNEP-POST permet à son titulaire d'effectuer des opérations courantes, telles que les retraits d'espèces aux distributeurs automatiques, la consultation du solde ou le paiement de certaines prestations. Cette carte constitue un outil essentiel pour de nombreux citoyens, en particulier dans les

zones où l'accès aux agences bancaires reste limité. L'utilisation de la carte repose sur un code confidentiel personnel, remis lors de l'activation. La CNEP-POST recommande de ne jamais le communiquer à des tiers et de signaler immédiatement toute perte ou suspicion d'utilisation frauduleuse. En cas de vol ou de perte, le concerné peut engager une procédure de blocage afin de protéger les fonds du titulaire. Concernant le renouvellement, les responsables conseillent d'anticiper la date d'expiration indiquée sur la carte. La demande de renouvellement s'effectue généralement auprès de la même agence, avec la présentation de la carte arrivée à échéance et, si nécessaire, la mise à jour des documents administratifs. Cette démarche permet d'assurer la continuité des services sans interruption.

SNTF : Mise en place de tarifs exceptionnels pour les jeunes voyageurs

Dans une volonté constante de soutenir le pouvoir d'achat des ménages et de favoriser la mobilité nationale, la Société Nationale des Transports Ferroviaires (SNTF) déploie une politique tarifaire particulièrement avantageuse pour les familles. En proposant des réductions substantielles et des conditions de gratuité pour les enfants, l'opérateur public entend démocratiser l'usage du rail comme mode de transport privilégié pour les déplacements à travers le pays. L'offre de la SNTF repose sur une segmentation précise de ses tarifs en fonction de l'âge des enfants, permettant ainsi aux parents de mieux maîtriser leur budget de voyage. Cette stratégie d'inclusion sociale se décline en deux niveaux de prise en charge. D'abord, la gratuité totale pour les



moins de 4 ans. La SNTF transporte les très jeunes passagers sans aucun frais. Cette gratuité s'applique à condition que l'enfant ne dispose pas d'un siège individuel, voyageant ainsi sur les genoux de l'adulte accompagnateur. Ensuite, la réduction de 50 % pour les 4-12 ans. Pour cette tranche d'âge, l'entreprise applique un demi-tarif systématique. Contrairement aux

plus petits, ces enfants bénéficient de leur propre siège réservé, garantissant un confort optimal durant toute la durée du trajet. Cette structure tarifaire permet au rail de s'imposer comme une alternative économique et sécurisée face au transport routier, tout en encourageant les nouvelles générations à adopter le train comme moyen de transport principal.

Le train de nuit Alger-Annaba : quels sont les horaires ? Au-delà de ses engagements tarifaires, la SNTF renforce sa présence sur les grands axes nationaux, notamment grâce à sa ligne nocturne reliant la capitale à l'est du pays. Ce service permet une traversée efficace des régions intérieures durant la nuit, offrant aux passagers un gain de temps considérable. Le service nocturne sur la ligne Alger-Annaba-Alger est assuré de manière quotidienne, garantissant une continuité de service pour les voyageurs professionnels et les familles. • Sens Alger – Annaba : Le convoi prend son départ à la gare d'Agha sur les coups de 18h40. Après avoir traversé les régions de la Kabylie et des Hauts Plateaux, il atteint son terminus à Annaba à

05h28. • Sens Annaba – Alger : Le départ est programmé à 21h00 depuis la gare d'Annaba, pour une arrivée matinale à Alger (Agha) fixée à 07h06 le lendemain. Le train de nuit n'est pas qu'une simple liaison entre deux métropoles ; il assure une desserte fine de nombreuses wilayas grâce à des arrêts stratégiques. Le parcours inclut des gares majeures telles que le centre et la Kabylie (El Harrach, Thénia, Bouira et Beni Mansour), les Hauts Plateaux (Bordj Bou Arreridj et Sétif) et l'Est (Constantine, El Harrouch et Azzaba). Ainsi, en maintenant cette cadence quotidienne, la SNTF réaffirme son rôle de pivot du transport terrestre et facilite les échanges entre le centre et l'extrême Est du pays, dans des conditions de sécurité renforcées.

ANNABA : Lancement officiel des ateliers de formation dédiés au suivi du projet d'adressage

S.F
Dans le cadre de la généralisation progressive du projet national d'adressage à l'échelle des wilayas du pays, la wilaya d'Annaba a procédé, hier dimanche matin, au lancement officiel des ateliers de formation au profit des points focaux chargés du suivi du dossier de l'adressage au niveau des communes. Ces ateliers ont été inaugurés à 9h00, au nom du wali d'Annaba, M. Abdelkrim Lamouri, par le secrétaire général de la wilaya, en présence de madame Amal Djouamaâ, directrice de la gouvernance locale au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, et cheffe du projet du Référentiel national de



l'adressage. La cérémonie s'est déroulée également en présence des membres de la commission de sécurité, de l'inspecteur général de la wilaya, des chefs de daïras, des cadres de l'administration locale, des présidents des assemblées populaires communales ainsi que des représentants de la famille

révolutionnaire. Ces ateliers de formation, encadrés par des membres de la Commission nationale de l'adressage et des experts spécialisés en adressage et en information géospatiale, visent à accompagner et renforcer les capacités des points focaux communaux

chargés de la mise en œuvre de ce projet stratégique. La formation s'étalera sur trois jours consécutifs et portera sur les mécanismes opérationnels liés à la dénomination des rues, des bâtiments et des établissements publics, ainsi que sur la numérotation des entrées des constructions. Les participants bénéficieront également de sessions dédiées à la numérisation des bases de données d'adressage et à leur intégration au sein d'une plateforme numérique géospatiale, spécialement développée pour centraliser et exploiter les données relatives à l'adressage, contribuant ainsi à l'amélioration de la gouvernance locale et à la modernisation des services publics. Les thématiques abordées au

cours de ces ateliers incluent notamment :
• Le cadre organisationnel et procédural de la dénomination des rues, des bâtiments et des établissements publics ;
• Les règles et méthodes de numérotation des entrées des constructions ;
• La digitalisation des données d'adressage et leur intégration sur des supports cartographiques.
À travers cette initiative, les autorités locales ambitionnent de renforcer la qualité des données territoriales, de faciliter l'accès aux services administratifs et d'accompagner la transition numérique engagée par le secteur de l'Intérieur, au service du citoyen et du développement local.

ANNABA / CONSERVATION DES FORÊTS FORÊT DE L'EDOUGH : Contrôle et lutte contre les atteintes au domaine forestier public



Imen.B
Dans le cadre de la lutte contre les différentes atteintes portées au domaine forestier public, la conservation des forêts de la wilaya d'Annaba poursuit la mise en œuvre de son programme de surveillance et d'inspection, à travers la circonscription des forêts de la daïra d'Annaba, en coordination avec le district des forêts de Seraïdi, en vue de limiter et de prévenir ces comportements préjudiciables à l'environnement forestier. À cet effet, les cadres et agents de la circonscription ont effectué, durant le week-end, une

patrouille de reconnaissance et de surveillance à travers la forêt de l'Edough. Cette sortie de terrain a été marquée par des actions de sensibilisation et de prévention, visant à informer les citoyens et les visiteurs des dangers liés au camping dans des zones non autorisées, notamment en relief montagneux. Les agents ont également prodigué des recommandations et des orientations portant sur les risques environnementaux résultant du jet de déchets alimentaires et d'ordures, ainsi que sur l'interdiction formelle d'allumer des feux ou des barbecues en forêt. Un

accent particulier a été mis sur l'obligation d'éteindre immédiatement toute source de feu, sachant que ce type de comportement constitue une infraction passible de sanctions prévues par la législation en vigueur. À travers ces opérations régulières, la conservation des forêts de la wilaya d'Annaba réaffirme son engagement à protéger le patrimoine forestier, à prévenir les incendies et à préserver l'équilibre écologique, tout en appelant l'ensemble des citoyens à adopter un comportement responsable et respectueux de l'environnement forestier.

ANNABA / OUED EL ANEB Lancement de la campagne nationale de nettoyage des écoles



Imen.B
Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations des autorités locales et ministérielles, une campagne nationale de nettoyage des écoles primaires et de leurs environnements extérieurs a été menée, hier, au niveau de la circonscription administrative "Benaouda Benmostefa", plus précisément dans la commune d'Oued El Aneb. Cette opération, organisée sous le slogan « Un environnement scolaire propre », a pris pour site pilote l'école "Aliouat Rabah", en tant qu'opération représentative des établissements éducatifs de la commune. La campagne a connu une large mobilisation

des services communaux, des établissements éducatifs, des services techniques concernés, ainsi que des associations locales, qui ont œuvré conjointement au nettoyage des salles de cours et des abords extérieurs, en procédant à l'enlèvement des déchets, au désherbage et à l'amélioration de l'aspect général des lieux. Cette initiative s'inscrit dans une démarche visant à offrir un cadre scolaire sain et sécurisé aux élèves, à préserver la santé publique et à ancrer la culture de la propreté et de la citoyenneté chez les enfants, tout en contribuant à l'embellissement de l'environnement.

Réalisation d'une opération de jumelage médical en chirurgie orthopédique entre le CHU d'Annaba et l'EPH d'El Oued

S.F

Dans le cadre des efforts continus visant à améliorer la prise en charge sanitaire et à renforcer la qualité du service public de santé au sein des établissements hospitaliers, une opération de jumelage médical a été organisée récemment par le service de traumatologie et de chirurgie orthopédique du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Annaba, au profit de l'Établissement public hospitalier (EPH) d'El Oued. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Action Médical PAM 2, visant le développement des compétences, l'échange



d'expertises et le renforcement de la coopération inter-hospitalière. L'opération a été assurée par



une équipe médico-chirurgicale spécialisée en chirurgie et orthopédie, relevant du CHU

d'Annaba, composée du Professeur Bensaâda Mohamed Chérif, du Docteur Messalhi

Hamza, ainsi que des médecins accompagnateurs. Les activités de ce jumelage se sont déroulées en présence de l'ensemble des médecins de l'EPH d'El Oued exerçant dans la même spécialité, constituant ainsi une opportunité privilégiée de partage d'expériences, d'échange de pratiques professionnelles et de renforcement de la coordination médicale entre les deux établissements sanitaires. Cette démarche vise à améliorer le niveau de prise en charge des patients, à optimiser les protocoles thérapeutiques et à contribuer à l'élévation des performances du système de santé, au bénéfice direct des citoyens.

ANNABA :

Appel urgent à la solidarité pour un don de sang au profit d'une patiente

S.F

Un appel urgent à la solidarité a été lancé, hier, en faveur de la patiente Hakka El Hadi Fadhila, actuellement prise en charge au Centre hospitalo-universitaire "Ibn Rochd" d'Annaba, et nécessitant un don de sang de groupe O positif (O+). Face à cette situation médicale délicate, les

services hospitaliers invitent les citoyens disposant de cet rhésus sanguin à se rapprocher, dans les plus brefs délais, du Centre de transfusion sanguine situé au CHU "Ibn Rochd", afin de procéder au don et contribuer à la prise en charge de la patiente. Les responsables du centre rappellent que le don de sang demeure un acte vital et solidaire, indispensable

pour sauver des vies et répondre aux urgences médicales, notamment dans les établissements de santé confrontés à une demande croissante. À travers cet appel, les équipes médicales comptent sur l'élan de générosité et l'esprit de solidarité des citoyens, valeurs profondément ancrées dans la société algérienne. Un don de sang peut faire la différence et redonner espoir.



ANNABA / SANTÉ

Journée d'étude sur la drépanocytose : Une initiative de sensibilisation au profit des malades et de leurs familles

Imen.B

Dans le cadre des actions de sensibilisation et d'accompagnement des personnes atteintes de maladies chroniques, l'Association Goutte d'Espoir pour les malades de l'anémie héréditaire de la wilaya d'Annaba a organisé, hier, en coordination avec la Maison de la Culture "Mohamed Boudiaf", une séance d'étude consacrée à la maladie de la drépanocytose. La drépanocytose (ou anémie falciforme) est une maladie génétique héréditaire du sang, caractérisée par une

production d'hémoglobine anormale (HbS) qui déforme les globules rouges en forme de croissant (falciforme). Ces cellules rigides et fragiles obstruent les petits vaisseaux sanguins (provoquant crises douloureuses et complications) et sont détruites prématurément (causant une anémie chronique), affectant ainsi le transport de l'oxygène vers les organes vitaux. Cette rencontre scientifique a été animée par la professeure Djenouni Amal, en présence de plusieurs patients atteints de la maladie ainsi que de certains parents.



À cette occasion, l'intervenante a présenté un exposé détaillé portant sur la drépanocytose, abordant l'ensemble des aspects liés à cette pathologie, notamment ses causes, ses différents types, ses complications, les méthodes de prise en charge thérapeutique, ainsi que les moyens permettant

de mieux vivre et de s'adapter au quotidien avec la maladie. À l'issue de la présentation, un espace d'échange a été ouvert, permettant aux participants d'exprimer leurs préoccupations, de soulever les difficultés rencontrées dans la gestion de la maladie et de poser diverses questions. Des réponses claires et approfondies ont été apportées, contribuant ainsi à renforcer la compréhension de la pathologie et à soutenir les familles sur le plan médical et psychologique. En clôture, la professeure Djenouni Amal a été honorée en signe de

reconnaissance et de gratitude pour son engagement constant et ses efforts remarquables au service des malades atteints d'anémie héréditaire. La sage-femme Dahmani Halima, membre honorifique de l'association, a également été distinguée en considération de ses contributions et de son dévouement au service de l'action humanitaire et associative. Par ailleurs, les membres de l'association ont tenu à rendre hommage au président de l'association, saluant son engagement et son investissement au profit des patients.



ANNABA / SÛRETÉ DE WILAYA :
La Police participe à une émission radiophonique de sensibilisation sur l'usage d'Internet par les enfants et la sécurité routière

S.F

La Police d'Annaba a pris part, aux côtés des services de la Gendarmerie nationale et de la Fédération des associations des parents d'élèves, à une émission radiophonique de sensibilisation organisée dans le cadre de l'espace « La police vous accompagne ».

Cette rencontre médiatique a été consacrée à deux thématiques majeures touchant directement

la société, à savoir le mauvais usage d'Internet chez les enfants et la sécurité routière durant la période des vacances d'hiver.

Lors de cette intervention, les représentants des corps de sécurité ont mis en lumière les dangers liés à une utilisation non encadrée d'Internet par les enfants, notamment l'exposition aux contenus inappropriés, le cyberharcèlement et les risques d'escroquerie en ligne.

Des conseils pratiques ont été prodigués aux parents afin de

renforcer le contrôle parental, encourager le dialogue au sein de la famille et accompagner les enfants dans une utilisation saine et responsable des technologies numériques.

Par ailleurs, à l'approche des vacances hivernales, les intervenants ont insisté sur l'importance du respect du code de la route et des règles de prudence.

Des recommandations et orientations ont été adressées à l'ensemble des usagers de la voie publique, en particulier les



conducteurs, afin de prévenir les accidents de la circulation, notamment dans des conditions climatiques parfois difficiles.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des actions de proximité menées par la Police d'Annaba,

en coordination avec ses partenaires, visant à renforcer la prévention, la sensibilisation et la sécurité des citoyens, tout en consolidant la relation de confiance entre les institutions sécuritaires et la société civile.

ANNABA / FEMMES VICTIMES DE VIOLENCE :
Sortie récréative au profit des résidentes du centre régional d'accueil

Imen.B

Dans le cadre des programmes socio-psychologiques visant à améliorer la santé mentale et à renforcer l'insertion sociale, le centre régional d'accueil des femmes victimes de violence et de celles en situation difficile a organisé une sortie récréative au profit des résidentes, à destination de Hammam

Debagh et des chutes d'eau de la wilaya de Guelma, dans un cadre naturel exceptionnel.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche de prise en charge globale, apportant une sensation de bien-être psychologique des résidentes. Elle a constitué une véritable parenthèse de détente et de ressourcement, permettant de rompre avec le quotidien institutionnel et d'alléger les

pressions psychologiques auxquelles peuvent être confrontées les bénéficiaires.

La sortie s'est déroulée dans une ambiance conviviale et apaisante, marquée par l'émerveillement face à la beauté naturelle du paysage, ce qui a contribué à instaurer un climat de sérénité et de joie parmi les participantes. Elle a également favorisé le renforcement des

liens sociaux, la consolidation de l'esprit de groupe ainsi que le développement de relations positives fondées sur l'entraide, la solidarité et le soutien mutuel.

À travers ce type d'activités, le centre réaffirme son engagement à mettre en œuvre des actions adaptées visant à améliorer l'équilibre psychologique et moral des résidentes, tout en accompagnant leur processus



de réinsertion sociale dans un environnement humain, bienveillant et respectueux de leur dignité.

ANNABA / EL HADJAR :
Inspection de l'approvisionnement du marché en produits alimentaires de large consommation

Imen.B

Dans le cadre des missions de contrôle et de suivi du marché, l'Inspection régionale du commerce d'El Hadjar a effectué, hier, une opération de surveillance du marché durant le week-end, portant sur les produits alimentaires de large consommation.

Cette sortie de terrain avait pour objectif principal d'évaluer la situation de l'approvisionnement, de veiller à la disponibilité régulière

des produits de première nécessité et de s'assurer du respect des prix réglementés, conformément aux lois et aux textes en vigueur.

Les agents de l'inspection ont procédé à la vérification des commerces, en s'assurant du respect des pratiques commerciales, tant en termes de qualité que de quantité.

L'opération a également permis de contrôler l'affichage des prix, la conformité des pratiques commerciales ainsi que l'application des règles

relatives à la transparence des transactions, dans le but de protéger le pouvoir d'achat du citoyen et de prévenir toute forme de spéculation ou de pénurie injustifiée.

À travers ce type d'interventions régulières, l'Inspection régionale du commerce d'El Hadjar réaffirme son engagement à assurer la stabilité du marché, à accompagner les opérateurs économiques respectueux de la réglementation et à garantir l'approvisionnement normal



des citoyens en produits de large consommation, notamment

durant les périodes de forte demande.

ANNABA / PROTECTION CIVILE :
Bilan hebdomadaire : Plus de 630 opérations d'assistance, de secours et de protection des personnes enregistrées

S.F

La Direction de la protection civile d'Annaba a rendu public le bilan hebdomadaire de ses interventions, enregistrées durant la période allant du 21 au 27 décembre 2025, faisant état de 631 opérations d'assistance, de secours et de protection des personnes et des biens, à travers l'ensemble

du territoire de la wilaya.

Selon le communiqué émanant de la cellule de l'information et de la communication, ces interventions couvrent plusieurs domaines, témoignant de la mobilisation permanente des unités de la protection civile au service des citoyens.

Dans le volet secours et évacuations sanitaires, les services ont effectué 338

opérations, ayant permis la prise en charge et le transfert de 332 malades et blessés vers les établissements hospitaliers les plus proches, pour recevoir les soins nécessaires.

Concernant les accidents de la circulation, les unités de la protection civile ont enregistré 26 accidents de la route sur le réseau routier de la wilaya, ayant causé 30 blessés, tous secourus sur place puis évacués

vers différentes structures de santé.

Par ailleurs, les services de la Protection civile ont réussi à maîtriser et éteindre 29 incendies, notamment des feux d'origine électrique et des incendies d'herbes sèches.

Ces sinistres ont fait deux blessés de sexe masculin, évacués vers l'hôpital pour prise en charge médicale.

Enfin, dans le cadre des

interventions diverses, les équipes ont mené 140 opérations de secours et de sauvetage liées à différents risques, avec la prise en charge d'un blessé, évacué vers une structure hospitalière.

À travers ce bilan, la direction de la protection civile réaffirme son engagement constant à assurer la sécurité des citoyens, tout en appelant à la vigilance.

En Birmanie, les législatives s'ouvrent sans opposition et sous contrôle de la junte

Les militaires au pouvoir présentent ces élections comme un retour à la démocratie, cinq ans après le coup d'Etat qui a écarté la dirigeante Aung San Suu Kyi. Mais l'ONU et de nombreux pays occidentaux ont condamné ce scrutin échelonné sur un mois, selon le monde fr.

Elles sont censées acter le retour de la démocratie en Birmanie. Mais les élections législatives, organisées à l'initiative de l'armée au pouvoir et ouvertes depuis le dimanche 28 décembre, suscitent de nombreuses critiques tant elles apparaissent restreintes et contrôlées.

Près de cinq ans après avoir pris le pouvoir par un coup d'Etat qui a déclenché une guerre civile, le chef de la junte, Min Aung Hlaing, s'est rendu de bonne heure dans un bureau de vote de la capitale administrative du pays, Naypyidaw.

« Nous assurons qu'il s'agit d'une élection libre et équitable. Elle est organisée par l'armée, nous ne pouvons pas laisser ternir notre nom », a déclaré le général, qui a voté aux côtés d'autres militaires dans les premières heures d'un scrutin en plusieurs phases.

Les défenseurs des droits humains considèrent le scrutin comme une manœuvre pour prolonger la mainmise de la junte sur la Birmanie. L'ancienne dirigeante et Prix Nobel de la paix en



1991, Aung San Suu Kyi, est toujours emprisonnée, et son parti a été dissous après le coup d'Etat militaire de février 2021, qui a refermé la parenthèse démocratique dans le pays. Les Nations unies (ONU) et de nombreux pays occidentaux ont condamné ce scrutin échelonné sur un mois, dénonçant notamment la répression de tout semblant d'opposition.

Le Parti de la solidarité et du développement de l'Union (PSDU), favorable aux militaires, devrait arriver largement en tête, ce que les critiques considèrent comme un moyen détourné de pérenniser le régime militaire.

Des territoires absents du scrutin. Peuplée d'environ 50 millions d'habitants, la Birmanie est déchirée par une guerre civile,

et les élections ne se tiendront pas dans les larges zones tenues par les rebelles. Alors que la junte menait une vaste offensive pour reprendre des territoires, la campagne électorale n'aura vu aucun des grands rassemblements populaires qu'Aung San Suu Kyi suscitait autrefois.

« L'élection est très importante et apportera le meilleur au pays », a déclaré à l'AFP Bo Saw, le premier électeur à voter, à l'aube, dans un bureau du quartier de Kamayut, à Rangoun, près de la maison d'Aung San Suu Kyi.

« Il est impossible que cette élection soit libre et équitable », a estimé, de son côté, Moe Moe Myint, âgée de 40 ans, qui fuit depuis deux mois les frappes aériennes de l'armée. « On est sans abri, cachés dans la jungle, entre la vie et

la mort », a-t-elle expliqué.

A Myitkyina, dans le nord du pays, un homme de 33 ans, qui a demandé à rester anonyme pour des raisons de sécurité, estime que « les militaires essaient juste de légaliser le pouvoir qu'ils ont pris par la force ». Il n'a pas l'intention de participer au vote, que le chef de la junte, Min Aung Hlaing, présente régulièrement comme une étape vers la réconciliation nationale.

L'armée a dirigé la Birmanie depuis son indépendance en 1948, en dehors d'un interlude démocratique entre 2011 et 2021, qui avait suscité une vague de réformes et d'optimisme pour l'avenir du pays d'Asie du Sud-Est. Mais quand la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi a largement devancé les candidats proches

des militaires aux élections de 2020, le général Min Aung Hlaing s'est emparé du pouvoir, invoquant une fraude électorale généralisée. « Un climat de violence et de répression », selon l'ONU. Agée de 80 ans, Aung San Suu Kyi purge une peine de vingt-sept ans de prison pour plusieurs condamnations allant de la corruption à la violation de règles anti-Covid. « Je ne pense pas qu'elle considérerait ces élections comme significatives, pas du tout », a déclaré son fils, Kim Aris, au Royaume-Uni.

Selon le Réseau asiatique pour des élections libres, les noms des partis qui avaient remporté 90 % des sièges lors des derniers scrutins ne figurent pas cette fois sur les bulletins de vote après avoir été dissous par la junte. Cette dernière a annoncé poursuivre plus de 200 personnes pour avoir « tenté de saboter le processus électoral », ciblant toute manifestation ou même critique sur ces législatives, qui ne pourront pas se tenir dans environ une circonscription sur six de la chambre basse du Parlement. « Ces élections se déroulent clairement dans un climat de violence et de répression », a déclaré dans la semaine le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Volker Türk.

La deuxième phase du scrutin doit avoir lieu dans deux semaines, avant une troisième et dernière le 25 janvier.

Quarante personnes interpellées après des feux d'artifice lancés au Trocadéro, à Paris

Des faits similaires se sont produits ces dernières semaines dans la capitale. Une enquête a été ouverte, a précisé la Préfecture de police, selon le monde fr.

Quarante personnes ont été interpellées, samedi 27 décembre soir, pour avoir lancé des fumigènes et des feux d'artifice de l'esplanade du Trocadéro à Paris, près de la tour Eiffel.

« Ce samedi vers 20 h 50,

les effectifs de la Préfecture de police ont détecté sur les images de vidéoprotection l'usage par un groupe d'individus de fumigènes et de feux d'artifice place de Varsovie et esplanade du Trocadéro » dans le 16e arrondissement de Paris, a fait savoir la Préfecture de police à l'Agence France-Presse (AFP), confirmant une information du Parisien.

« Ils se sont immédiatement rendus sur les lieux et

ont procédé à quarante interpellations », a ajouté la Préfecture, précisant qu'une enquête avait été ouverte. Le préfet de police, Patrice Faure, a « remercié ses effectifs pour leur réactivité et leur professionnalisme, ayant permis de faire cesser le trouble et d'éviter tout blessé ».

Des fumigènes lancés par des supporters de football en novembre

Un feu d'artifice avait déjà été

constaté le 12 décembre au Trocadéro. Le parquet avait alors ouvert une enquête, notamment pour mise en danger d'autrui par violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence, et pour organisation sans déclaration préalable d'un spectacle pyrotechnique. D'autres faits similaires remontent au 7 novembre, quand vers 23 h 30 un groupe d'une centaine de personnes avait procédé à la mise à feu

de fumigènes sur le pont Mirabeau, sur le pont de Grenelle et sur les quais de Seine, dans les 15e et 16e arrondissements de la capitale. L'exploitation des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux avait permis de déterminer qu'il s'agissait de supporters du club marocain de football du Wydad de Casablanca qui avaient allumé, en même temps, les fumigènes.

Nouveau scandale de corruption en Ukraine

Des députés accusés d'avoir reçu « des avantages illégaux pour voter »

Le Bureau national anticorruption a dit avoir « mis au jour un groupe criminel organisé comprenant des membres actuels du Parlement », ajoutant que des enquêteurs ont été empêchés de perquisitionner des locaux de comités parlementaires à Kiev, selon le monde fr.

Le Bureau national anticorruption d'Ukraine (NABU) a accusé, samedi 27 décembre, plusieurs députés d'avoir accepté des pots-de-vin en échange de leur vote au Parlement et tenté de perquisitionner des bureaux gouvernementaux à Kiev. Ce nouveau scandale de corruption au sein de l'Etat ukrainien éclate juste après le départ de Volodymyr Zelensky pour la Floride, où il doit rencontrer dimanche Donald Trump, dans le cadre des négociations sur le plan visant à mettre fin à la guerre avec la Russie.

Le NABU a précisé sur Telegram avoir « mis au jour un groupe criminel organisé comprenant des membres actuels du Parlement » qui « recevaient systématiquement des

avantages illégaux pour voter à la Rada ».

Des enquêteurs ont tenté de perquisitionner des locaux de comités parlementaires à Kiev mais en ont été empêchés par les forces de sécurité, a ajouté cette instance. « Entraver les actions d'enquête constitue une violation directe de la loi », a-t-elle averti. Le service de sécurité de l'Etat a ensuite fait savoir sur Facebook que les enquêteurs du NABU « ont été autorisés à entrer dans le quartier gouvernemental », où se situent les locaux de nombreuses institutions. Le NABU n'a pas précisé si des arrestations ont eu lieu dans cette affaire.

Démission d'Andriy Yermak

La présidence ukrainienne avait déjà été déstabilisée par un vaste scandale de corruption portant sur le détournement de près de 100 millions de dollars dans le secteur énergétique impliquant un proche ami de M. Zelensky qui se trouve aujourd'hui en fuite à l'étranger.

Cette affaire avait poussé à la démission deux ministres et le chef

de l'administration présidentielle, Andriy Yermak, également cité, qui était le négociateur privilégié avec Washington.

L'Agence anticorruption ukrainienne (NABU), une structure indépendante créée dans la foulée du rapprochement avec l'Union européenne (UE), est à l'origine de plusieurs scandales cette année en Ukraine, où la corruption est un mal endémique depuis de nombreuses années. De multiples affaires ont été révélées, y compris dans l'armée et le secteur de la défense.

Structure indépendante

La création de cette structure indépendante du pouvoir exécutif, une condition posée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne pour le rapprochement avec l'UE, remonte à 2014. Plusieurs dispositions assurent son indépendance. Son directeur est sélectionné après appel à candidatures par une commission comprenant des représentants d'organisations internationales. Il est ensuite officiellement nommé



par le gouvernement. Un conseil de surveillance issu de la société civile est aussi élu chaque année par un vote sur Internet.

En juillet dernier, le vote d'une loi qui prévoyait de placer l'Agence anticorruption et le parquet spécialisé sous la tutelle du procureur général – lui-même nommé par le chef de l'Etat – a cependant jeté une ombre sur la présidence de Volodymyr Zelensky, dans l'ensemble incontesté depuis le début de l'invasion russe en février 2022. Cette législation avait été très mal reçue par la société civile

– les Ukrainiens étaient à nouveau descendus dans la rue – et par l'Union européenne. M. Zelensky a finalement fait marche arrière et promulgué en août une nouvelle loi rétablissant l'indépendance de ces structures.

Mais les affaires dévoilées se traduisent rarement par des condamnations en justice. Les militants anticorruption se plaignent toujours de faire l'objet de pressions politiques et d'un harcèlement judiciaire visant à entraver leur travail.

Les bombardements américains au Nigeria ont visé des djihadistes de l'EI venus aider un groupuscule local, selon le gouvernement

Alors que le Nigeria est depuis longtemps confronté à son propre conflit djihadiste, le gouvernement nigérian a fait état d'un « mouvement massif de membres de l'EI venus du Sahel vers cette région », qui pourrait expliquer la localisation des frappes.

Les frappes aériennes américaines menées jeudi au Nigeria visaient des militants du groupe Etat islamique (EI) venus du Sahel pour collaborer avec le groupe djihadiste local Lakurawa et des gangs de « bandits », a affirmé samedi 27 décembre à l'Agence France-Presse un porte-parole du président nigérian. Washington et Abuja avaient précédemment déclaré qu'elles visaient des militants liés à l'EI, mais sans fournir de détails sur les groupes armés qui avaient été pris pour cibles.

« L'EI a trouvé le moyen de



passer par le Sahel pour aller aider les [membres du groupe] Lakurawa et les bandits en leur fournissant des équipements et en leur dispensant des formations », a déclaré Daniel Bwala, porte-parole du président, Bola Tinubu. Les djihadistes affiliés à l'EI sont actifs au Niger voisin, ainsi qu'au Burkina Faso et au Mali, où ils mènent une insurrection

sanglante contre les gouvernements de ces pays.

Alors que le Nigeria est depuis longtemps confronté à son propre conflit djihadiste, les analystes s'inquiètent de l'arrivée de groupes islamistes venus du Sahel dans ce pays d'Afrique de l'Ouest.

Mouvement massif de membres de l'EI

« La frappe a été menée à un endroit où, historiquement, se trouvent les bandits et les [membres du groupe] Lakurawa », a précisé M. Bwala. « Les renseignements recueillis par le gouvernement américain indiquent également qu'il y a un mouvement massif de membres de l'EI venus du Sahel vers cette région ». « Il y a eu des victimes, mais on ne sait pas exactement qui parmi les personnes visées a été tué », a ajouté M. Bwala.

Le lieu des frappes, dans l'Etat de Sokoto, dans le nord-ouest du Nigeria, a intrigué les analystes, car l'insurrection djihadiste au Nigeria est principalement concentrée dans le nord-est du pays. Des chercheurs ont récemment établi un lien entre certains membres du groupe Lakurawa, le principal mouvement djihadiste dans l'Etat de Sokoto, et la branche sahélienne de l'EI.

D'autres analystes ont toutefois

contesté ces liens. Les recherches sur le groupe Lakurawa sont compliquées, car ce terme a été utilisé pour désigner divers groupes de combattants armés dans le nord-ouest du Nigeria.

Dans cette région, le plus grand problème de sécurité est celui posé par les gangs criminels locaux connus sous le nom de « bandits » plutôt que par les djihadistes. Ceux-ci pillent les villages, procèdent à des enlèvements contre rançon et extorquent de l'argent à des agriculteurs et à des mineurs artisanaux dans les zones rurales échappant au contrôle du gouvernement. Ces gangs, motivés par l'argent et non la religion, collaborent parfois avec les djihadistes, soulignent les analystes.

En Centrafrique, Etat failli et menacé par les groupes armés, un scrutin présidentiel sous haute surveillance

Le président sortant, Faustin-Archange Touadéra, qui s'est appuyé sur des forces russes et rwandaises pour reprendre le contrôle du territoire centrafricain, est le grand favori de l'élection présidentielle organisée ce dimanche. La modification de la Constitution, en 2023, lui permet de rester au pouvoir indéfiniment, selon le monde fr.

Faustin-Archange Touadéra court sur la piste du grand stade de Bangui. Faustin-Archange Touadéra danse sur la scène installée au centre de la pelouse défraîchie. Le message

est clair : à 68 ans, le président centrafricain sortant, qui brigue un troisième mandat, est sain et fort. « Premier tour KO ! », hurlent les haut-parleurs grésillants. « Premier tour KO », répète le candidat, pour promettre l'écrasement de ses concurrents dès le dimanche 28 décembre, premier tour du scrutin.

La foule venue assister au dernier meeting présidentiel au Stade de 20 000 places, vendredi 26 décembre, exulte. On en oublierait presque que la quasi-totalité des spectateurs ont monnayé leur présence : de 1 000 à 2

000 francs CFA (de 1,50 à 3 euros), un t-shirt, une casquette, et une collation – petit déjeuner sommaire pour les uns, sachet de « whiskey russe » pour les autres, un alcool fort produit par les mercenaires du groupe Wagner, dans une distillerie des environs de Bangui.

Derrière ces cris de joie, il y a aussi une forme de soulagement. Le scrutin du 28 décembre s'annonce sous de bons auspices, résumés par un autre slogan martelé par le président, celui-là en sango : « Mbi ga na ala siriri » [« Je vous ai amené la paix »].



CAN-2025 :
Algérie 1-0 Burkina Faso :
Les Fennecs s'imposent de peu et valident leur ticket pour les huitièmes de finale de la CAN



Le premier objectif est atteint. En venant à bout du Burkina Faso (1-0), l'Équipe Nationale a officiellement composé son ticket pour le prochain tour de la Coupe d'Afrique des Nations. La différence de but particulière est la cerise sur le gâteau d'un parcours pour l'instant très réussi. Avec deux victoires en deux rencontres, quatre buts marqués pour zéro encaissé, l'Équipe Nationale de Vladimir Petković a réussi son entrée en lice dans la compétition. Ainsi, et comme évoqué plus haut, les Verts ne peuvent déjà plus être dépassés en tête du classement et sont officiellement 1ers après la victoire du Soudan face à la

Guinée Équatoriale (0-1). Les Soudanais, battus 3-0 par l'Algérie, ne peuvent pas nous passer devant, et le Burkina Faso non plus. La Guinée Équatoriale ne comptant pas le moindre point, il ne lui sera pas non plus possible de rejoindre l'EN. Cette première place au classement n'est pas anodine puisqu'elle déterminera qui sera le prochain adversaire lors des huitièmes de finale. Il faudra suivre avec attention les autres résultats de la compétition, mais il est d'ores et déjà possible d'aborder le match face à la Guinée Équatoriale sous l'angle de la gestion... comme en 2019 face à l'autre Guinée (Conakry, cette fois!).

Le combat à l'état pur
D'emblée, le Burkina Faso laisse comprendre ses intentions. Les fautes se multiplient, les mauvais gestes aussi, et Jaouen Hadjam finit même par devoir céder sa place, victime d'une entorse avant même la 10ème minute de jeu. Baghdad Bounedjah, entré à sa place, entraîne avec lui son lot de changements tactiques avec Aït-Nouri de retour à son poste de latéral et Amoura à gauche. Finalement, cet excès d'engagement finira par se payer puisqu'à la 20ème minute, Rayan Aït-Nouri, dans un joli débordement dont il a le secret (et à la suite d'une belle action collective), obtient un penalty que transforme sans jamais trembler Riyad Mahrez

(20', 1-0). Derrière, les Verts reculent. Zidane ne rassure pas, Maza n'est pas dans son meilleur jour et Amoura, d'ordinaire clinique, rate souvent son dernier geste, comme dans ce duel perdu avant la mi-temps. L'Algérie mène, donc, mais elle n'est clairement pas à l'abri. **Dans la sueur et le sang !** Au retour des vestiaires, les Verts remettent le pied sur le ballon et ont le contrôle du jeu, bien qu'ayant d'abord du mal à se montrer dangereux. Chergui, touché musculairement cède à son tour sa place et voit Mahrez l'accompagner au profit de Belaïd et Belghali. Deux changements défensifs, donc, mais les intentions des Verts ne sont pas pour autant peureuses.

En contres, l'Algérie se montre très dangereuse et Maza butte à de (trop) nombreuses reprises sur un Koffi classe mondiale. C'est dommage, d'autant plus que l'état d'esprit des Verts est excellent. Côté Équipe Nationale en revanche, Zidane fait très peur, multipliant les erreurs de relance et les sorties aériennes moyennes. Le Burkina Faso continue à pousser et si les Étalons ne sont pas très dangereux, la défense algérienne ne respire clairement pas la sérénité, notamment en raison de son gardien. La victoire est quoi qu'il arrive bien présente et les Verts sont officiellement qualifiés pour le prochain tour, el hamdoullah !



Chant

NATIONAL

Chant

CAN-2025 : Le Nigeria file en 1/8es au terme d'un match fou contre la Tunisie



Le Nigeria a validé son billet pour les 1/8es de finale de CAN en s'imposant péniblement face à la Tunisie ce samedi soir (3-2). Ils peuvent rendre grâce à Ademola Lookman, impliqué sur les trois buts. Le Nigeria revient le couteau entre les dents. Malgré quelques sueurs froides en fin de rencontre, les finalistes de la CAN 2023 ont rappelé ce soir qu'il allait falloir compter sur eux jusqu'au bout lors de cette CAN. Quatre jours après leur succès décroché face à la Tanzanie (2-1), les Super Eagles ont validé leur billet en 1/8e de finale aux dépens de la Tunisie (3-2). On n'avait pas

attendu ce soir pour découvrir les qualités de Victor Osimhen dans les airs, mais cette fois, l'attaquant a dû s'armer de patience avant de montrer la voie aux siens. Masqué ou pas, l'ex-Lillois n'avait visiblement pas les yeux en face des trous en début de match : il caviardait une première action en or de la tête sur un centre d'Adams (9e), puis croquait encore la feuille à peine trois minutes plus tard, quasi dans la même configuration avec un centre venu de droite, cette fois de Lookman sur corner, et une tête au-dessus de la barre aux 11 mètres (12e). Puis quand il pensait se laver de

la maladresse en poussant le ballon dans le but vide, il était rattrapé pour un hors-jeu au moment de la frappe d'Adams (18e). **Lookman impliqué sur trois buts... mais le Nigeria se fait peur** Il n'était pas plus inspiré sur ce ballon brossé par Bassey (28e), mais c'est finalement dans l'adversité qu'il faisait mal. Il fallait attendre un temps fort des Tunisiens pour le voir rectifier le tir et marquer sur ce centre téléguidé de Lookman. L'attaquant de 27 ans se faisait oublier dans le dos de Talbi, et plaçait un coup de tête violent (44e, 1-0). S'en suivait une célébration un peu

trop chambreuse au goût de l'arbitre, qui le sanctionnait d'un carton jaune. Trop frileux, les Tunisiens brillaient encore par leur absence au retour des vestiaires. Ndidi faisait ressortir leurs limites en marquant lui aussi de la tête, et toujours avec un Lookman à la baguette (50e, 2-0). La réussite tournait largement à l'avantage des Nigériens, heureux de finir la rencontre à 11 après ce tackle brutal d'Ajayi sur Mejbri. Lookman s'offrait même le but du 3-0 après un énorme travail d'Osimhen sur le côté (67e, 3-0), mais ce n'était pas assez pour ébranler les Aigles de Carthage, qui se

réveillaient curieusement à 15 minutes de la fin. Coupable sur le deuxième but nigérian, Talbi réduisait l'écart sur un ballon déposé par Mejbri (74e, 3-1), tandis qu'Ali Abdi sonnait la révolte sur penalty après une main d'Osayi-Samuel (87e, 3-2). Pourquoi la Tunisie a tardé à montrer son vrai visage dans ce match ? Le sélectionneur Sami Trabelsi serait bien tenté de trouver les réponses à cette question. En jouant pareille partition dès le début, ses hommes ne seraient peut-être pas rentrés les mains vides de ce match. En attendant, ils joueront leur deuxième place face à la Tanzanie.





Ce système d'atterrissage autonome d'un avion en cas de problème du pilote a été utilisé pour la première fois

Le dispositif Autoland, développé par Garmin, a été utilisé en conditions réelles ce samedi à l'aéroport de Broomfield (Etats-Unis) où un jet privé a pu atterrir alors que son pilote ne pouvait plus diriger l'avion

Une grande première. Un avion a atterri ce samedi à l'aéroport de Broomfield, dans le Colorado (Etats-Unis) sans l'intervention de son pilote. Ce dernier n'était en effet plus en état de diriger l'appareil, un jet Beechcraft Super King Air 200, pour des raisons qui n'ont pas été précisées. Le système Autoland, une technologie mise au point par Garmin, a donc pris le relais, explique la chaîne de télévision locale ABC Denver 7. Le géant de la navigation par GPS a décrit cet outil comme un dis-

positif « améliorant la sécurité » en cas d'urgence et d'impossibilité de diriger ou faire atterrir un avion. Elle n'avait encore jamais été activée dans des conditions réelles. Garmin a confirmé que son dispositif avait bel et bien été utilisé, qu'il avait permis « un atterrissage réussi » et que l'entreprise « partagerait des détails supplémentaires lorsque le bon moment serait venu ».

Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte

Le pilote du Beechcraft a perdu la capacité à faire voler l'appareil quelques minutes après le décollage d'un aéroport d'Aspen (Etats-Unis). L'avion s'est posé une trentaine de minutes plus tard, montrent les données de FlightAware. Garmin a précisé sur son site Internet que sa tech-

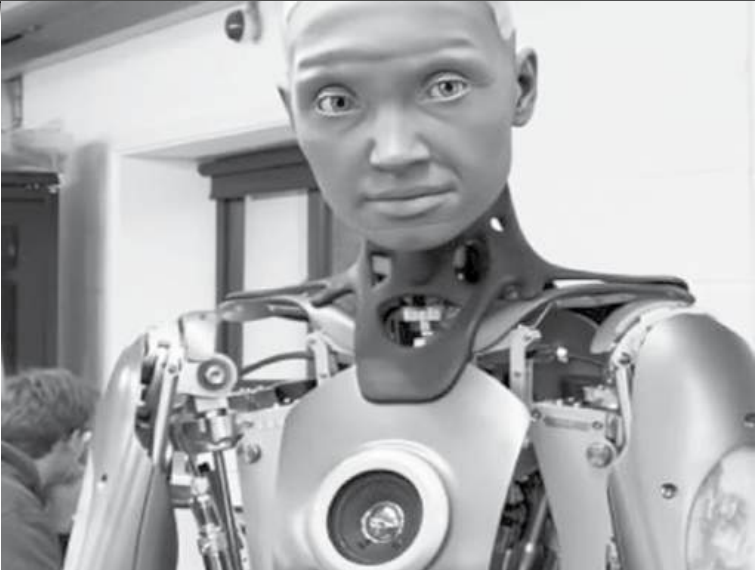
nologie Autoland gère l'atterrissage en prenant notamment en compte la localisation des différents aéroports du secteur, la longueur de la piste et la quantité de carburant disponible. Comme on le voit sur une vidéo tournée par les services de sécurité locaux et mise en ligne sur leur compte Instagram, les pompiers sont intervenus sur la piste de l'aéroport juste après que l'avion en détresse s'est posé. Ils ont toutefois indiqué que personne n'avait été pris en charge médicalement sur place ou évacué vers un hôpital. Une porte-parole de l'aéroport a de son côté fait savoir que la situation de l'appareil était connue des responsables du trafic aérien.



Les robots du futur seront mous, et leurs yeux aussi

Un œil robotique inspiré du monde animal a été développé à destination des futurs robots. Extrêmement sensible, il est aussi mou et dépourvu de tout élément électronique.

Malgré les différents capteurs de toutes sortes qu'ils peuvent posséder, les robots ont parfois besoin d'un sens en particulier qui peut nous sembler bien humain : la vision. Les systèmes optiques sont essentiels pour de nombreuses applications et prennent la forme de caméras sous différentes formes. Une nouvelle étude, parue le 22 octobre dernier dans la revue Science Robotics, dévoile un nouveau type de technologie : un œil qui pourrait prendre place dans un futur robot dit « mou ». Cette branche de la robotique utilise des matériaux plus souples comme le caoutchouc ou le plastique pour concevoir



des engins capables de répondre à un environnement plus incertain, comme sur un terrain accidenté ou sous l'eau. **Un hydrogel et une lentille qui rivalisent avec un œil humain** Mais bien souvent, leur texture et les matériaux utilisés empêchent

de faire passer du courant électrique, ce qui suppose de penser différemment certaines fonctionnalités. C'est le cas de la vision, ce qui a poussé à créer ce nouveau type d'œil. Concrètement, il s'agit d'une lentille faite d'hydrogel qui contient

des polymères capables de recevoir et de relâcher de l'eau. La présence d'eau rend la lentille plus ou moins solide selon le type d'environnement, avec une structure inspirée par certains animaux, mais aussi par les humains. **Une technologie adaptable** En plus de ces composants, l'hydrogel contient aussi quelques particules d'oxyde de graphène. Cette substance foncée absorbe la lumière, ce qui chauffe l'hydrogel, le forçant à se contracter. Ainsi, la lentille stimulée se focalise sur la source de lumière, ce qui fait un effet zoom grâce auquel cet œil peut distinguer des détails minuscules de l'ordre du dixième de millimètre, voire moins. Mieux, l'hydrogel revient à sa forme initiale une fois la source de lumière disparue, ce qui le rend particulièrement adaptable à n'importe quelle situation. Il serait aussi capable de se régéné-

rer tout seul en cas de soucis, ce qui est parfois crucial dans cette branche de la robotique molle où les robots ne sont pas toujours aussi résistants que leurs homologues « durs ». Les auteurs de l'étude, issus de l'Institut de technologie de Géorgie, à Atlanta, assurent que cette technologie pourrait être utilisée sur de nouveaux types de microscopes à la place d'une lentille de verre, ce qui pourrait permettre de voir des détails encore plus fins avec un produit de la même taille. Mieux encore, avec différents types de lentilles dans le même hydrogel, il pourrait être possible de simuler certaines visions particulières, celles d'un chat ou d'un poisson par exemple, pour détecter des couleurs invisibles aux yeux des humains.

Microsoft répare Windows 11

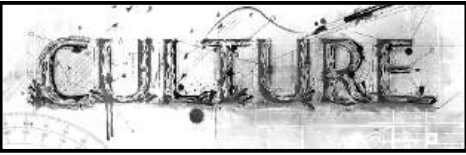
Fini le temps où une simple recherche de fichier transformait votre PC en machine à vapeur. Microsoft déploie enfin un correctif pour soulager la mémoire vive de Windows 11, épuisée par un Explorateur un peu trop zélé sur l'indexation. Il aura fallu de la patience. Beaucoup de patience. Depuis son lancement, Windows 11 traîne son Explorateur de fichiers comme un boulet, accumulant les lenteurs et les caprices. Entre les

bugs d'affichage et une gourmandise incompréhensible en ressources, le composant central du système d'exploitation semblait avoir perdu le nord. Mais miracle à Redmond : les ingénieurs ont fini par admettre que votre ordinateur n'avait pas besoin de souffrir autant pour trouver un simple document PDF. Une mise à jour arrive pour calmer les ardeurs de la mémoire vive. Quand Windows cherche trop bien, il cherche deux fois

Le coupable a été identifié et il s'agit, ironiquement, d'un excès de zèle. Lorsque vous tapez un mot-clé dans la barre de recherche, le système ne se contentait pas de regarder une seule fois dans ses archives. Non, Windows Search Indexer, le moteur censé être intelligent, s'emmêlait les pinceaux en scannant plusieurs fois les mêmes fichiers et dossiers. Une redondance invisible à l'œil nu, mais douloureuse pour les barrettes de RAM, forcées de

stocker des données en double, voire en triple, pour une seule et même opération. Ce comportement boulimique explique pourquoi la machine pouvait se mettre à souffler ou à ralentir drastiquement lors d'une requête pourtant banale. C'est un peu comme si vous demandiez à un bibliothécaire de vous trouver un livre et qu'il décidait de vérifier trois fois le même rayonnage avant de vous répondre. Microsoft a donc sorti le bistouri pour

retirer ces opérations parasites. Désormais, l'indexation se fera de manière chirurgicale : un fichier scanné est un fichier traité, point final. Cette logique, qui semble pourtant élémentaire, va drastiquement réduire les accès au disque et la charge sur le processeur. Pour les machines modestes ou celles qui croulent déjà sous les onglets de navigateur ouverts, c'est une bouffée d'oxygène bienvenue.



Caftan El Kadi

Un élément du patrimoine algérien à l'origine historique confirmée

Sara Boueche

Caftan El Kadi, ce vêtement de cérémonie, issu d'une longue tradition artisanale, représente une part essentielle de l'héritage culturel algérien. Son lien profond avec l'histoire du pays est attesté par de nombreux documents anciens et des artefacts exposés dans des musées du monde entier. Cette origine avérée, étayée par des preuves historiques indéniables, reste incontestable, malgré des efforts récurrents de certains acteurs, notamment du Maroc, pour revendiquer à tort cet élément du patrimoine vestimentaire algérien.

Au fil des siècles, la ville de Constantine a su préserver cet habit traditionnel, rare et précieux. Il a transcendé son rôle de simple vêtement raffiné pour devenir un aspect fondamental de l'histoire sociale et culturelle de l'est algérien, avant de se propager à d'autres régions du pays. Selon Meriem Kebaïlia, directrice du musée public national des arts et expressions culturelles traditionnelles (Palais Ahmed-Bey à Constantine), le caftan El Kadi était initialement une tenue masculine associée à l'autorité et à la fonction judiciaire. Il était porté par le Kadi, figure influente de la société, et symbolisait son statut élevé, son étoffe somptueuse et ses broderies d'or indiquant l'élégance et la position sociale de

son porteur.

L'histoire du caftan algérien est étayée par des preuves documentaires concrètes. Mme Kebaïlia a détaillé que des archives officielles du XVIIIe siècle, notamment des contrats de mariage enregistrés par les tribunaux religieux, attestent clairement de la présence du caftan dans la liste des biens dotaux de la mariée. Ces documents originaux constituent une démonstration concrète de l'enracinement historique de ce vêtement dans les coutumes algériennes, bien avant les affirmations actuelles visant à s'approprier indûment ce patrimoine spécifiquement algérien.

La présence du caftan algérien au sein de collections muséales internationales témoigne également de sa portée historique. La directrice a souligné que des sources historiques confirment l'existence d'exemplaires conservés dans des musées européens. Par exemple, le musée de Stockholm en Suède présente un caftan donné par Ali Pacha au roi de Suède en 1731, à l'occasion de la signature d'un traité de paix entre l'Algérie et cette nation scandinave. De plus, douze caftans algériens, trois gandouras et cinq burnous ont été exposés au palais impérial de la Hofburg et au château de Schönbrunn à Vienne, en Autriche, entre 1868

et 1872. Certains de ces articles avaient été acquis en Algérie par l'impératrice autrichienne Élisabeth de Wittelsbach, connue sous le nom de Sissi, tandis que d'autres lui furent offerts, ornés de fils d'or pur, lors de ses voyages en Algérie en 1872.

Les musées de Damas en Syrie détiennent aussi des caftans ayant appartenu à Zineb, la fille de l'Émir Abdelkader, soulignant ainsi la signification historique de cette tenue algérienne et son influence au-delà des frontières. L'ensemble de ces preuves matérielles et documentaires établit l'ancienneté et la légitimité du caftan algérien, en opposition aux tentatives de détournement culturel qui cherchent à nier cette réalité historique.

Aouiche Safinaz, présidente de l'association «Les Pionnières du Vieux Rocher» et artisane spécialiste des tenues traditionnelles de Constantine, a précisé que le caftan destiné aux hommes était originellement brodé avec la technique du Medjboud, tandis que pour les femmes, la technique de la Fetla, avec de légères variantes, était privilégiée. Meriem Kebaïlia a mis en lumière que la confection du caftan El Kadi à Constantine employait jadis une méthode artisanale distinctive : une peau de mouton remplaçait le qaraqaf (un cadre en bois circulaire où



le tissu est habituellement tendu pour la broderie). Les fils d'or étaient fixés grâce à une technique ancestrale utilisant du sang de rate séché avec soin. Ce procédé minutieux, transmis à travers les générations, conférait au caftan une splendeur et un raffinement exceptionnels, soulignant son prestige et l'expertise de l'artisanat traditionnel de Constantine. Ce travail était appuyé par les ateliers de Dar El-Debbagh à Constantine, réputés pour être le foyer des cuirs de qualité, où chaque pièce de cuir était transformée en œuvre d'art.

De nos jours, le caftan reste une tenue prisée pour les événements importants et les

rituels traditionnels, tels que les mariages. Il représente un héritage vivant, porteur de mémoire, d'identité et d'élégance, perpétué de génération en génération à Constantine et dans les principales régions de l'est de l'Algérie, à l'instar du caftan de Tlemcen et d'autres cités de l'ouest algérien. Cette valeur lui a valu d'être inscrit au patrimoine culturel mondial de l'UNESCO, une reconnaissance internationale qui confirme sans équivoque son caractère algérien et son authenticité, contredisant ainsi toute tentative d'appropriation abusive.

Khelidja Benkerrou revisite la résistance algérienne en langue tamazight avec son roman "Ghef wudem-im a Tilelli"

Sara Boueche

L'auteure algérienne Khelidja Benkerrou enrichit la littérature amazighe avec *Ghef wudem-im a Tilelli* (Pour toi, ô Liberté), un roman saisissant sur la lutte anticoloniale. Publié en 2025 aux éditions Thinhinane, ce premier ouvrage de 141 pages a déjà été récompensé par le prix « Mon premier livre » dans la catégorie du meilleur roman en langue amazighe lors de la 28e édition du Salon international du livre d'Alger. Cette distinction souligne la portée historique et mémorielle de l'œuvre, caractérisée par un style fluide et accessible.

Le roman plonge le lecteur au

cœur de la Guerre de libération nationale algérienne, en relatant l'histoire d'une famille où l'engagement contre le colonialisme français se transmet comme un héritage essentiel. Belkacem, personnage central, incarne cette mémoire familiale devenue un devoir moral. Le protagoniste se sent investi de la mission de poursuivre le combat de ses deux frères martyrs et de son père Ahmed, lui-même victime des violences de l'armée coloniale. À travers son parcours, Khelidja Benkerrou dépeint sans complaisance le quotidien des Algériens sous la domination française, marqué par la répression, la pauvreté, les maladies et la faim chronique. L'auteure s'emploie à révéler

ce qu'elle considère comme la nature réelle du système colonial. Le récit expose des populations soumises à la malnutrition et dépourvues d'accès aux soins médicaux. Cette réalité tragique s'incarne dans le destin de Kaïssa, l'épouse de Belkacem, qui décède par manque de prise en charge médicale, suivie de près par l'un de leurs enfants emporté par la peste. Malgré ces drames successifs, le roman démontre comment les Algériens ont simultanément affronté la guerre, la famine et les épidémies avec un objectif unique, selon Benkerrou : survivre tout en préservant leur dignité face à l'oppression.

La place des femmes dans la

résistance occupe une position centrale dans l'œuvre. Le personnage de Tassaadit, mère de Belkacem et de martyrs, illustre cette contribution féminine à la lutte de libération. Malgré la douleur des pertes successives, elle continue, selon l'auteure, à incarner l'espoir et la vie, symbolisant la force morale des femmes algériennes durant la période coloniale. Son parcours témoigne des sacrifices considérables consentis par les femmes, que Benkerrou présente comme de véritables piliers de la résistance et de la cohésion sociale dans un contexte de violence extrême.

Cet éventail de figures féminines est complété par N'a Djouhra,

l'aînée du village, qui représente la mémoire collective et la sagesse populaire. Gardienne de la communauté, elle partage les joies et les peines des villageois, incarnant la continuité culturelle face aux épreuves. À travers ces personnages féminins forts, Khelidja Benkerrou expose une vision directe de ce qu'elle décrit comme la cruauté et la barbarie du système colonial, tout en célébrant la résilience et l'humanité du peuple algérien. Le choix de la langue tamazight pour transmettre ce récit mémoriel constitue en soi un acte de reconnaissance culturelle, inscrivant dans la littérature amazighe contemporaine un pan essentiel de l'histoire nationale algérienne.



Festival culturel national de la littérature et du cinéma féminins de Saïda

Extension des dépôts de candidatures jusqu'au 31 mars 2026

Sara Boueche

Les organisateurs du Festival culturel national de la littérature et du cinéma féminins de Saïda ont annoncé le report de la date limite de soumission des candidatures au 31 mars 2026. Cette prolongation concerne sa neuvième édition, qui se tiendra en mai 2026. Cette décision vise à permettre à un plus grand nombre de créatrices et d'écrivaines de participer à cette importante manifestation culturelle, dédiée à la promotion de la création féminine dans les domaines du cinéma et de la littérature.

Cet événement, qui figure parmi les principales rencontres culturelles du pays, constitue une plateforme essentielle où les œuvres de femmes qu'elles soient réalisatrices, auteures ou professionnelles de l'image

obtiennent une visibilité cruciale. Celle-ci leur permet d'affirmer leur position au sein des milieux artistiques et culturels. L'édition 2026 s'inscrit dans cette logique d'encouragement, positionnant Saïda comme un véritable foyer d'expérimentation et de réflexion créative autour de la thématique du féminin dans les arts.

La direction de l'événement invite les professionnels du septième art, incluant réalisateurs, producteurs, étudiants et talents émergents du secteur audiovisuel, à présenter leurs œuvres pour les compétitions officielles. Les catégories éligibles comprennent les longs métrages de fiction, les courts métrages de fiction et les films documentaires. Le comité d'organisation ambitionne ainsi de mettre en lumière la diversité de la création et d'ouvrir de nouveaux espaces d'expression artistique.

المهرجان الوطني
للادب وسينما المرأة

جائزة الرواية لمهرجان سعيدة

تعلن محافظة مهرجان سعيدة الوطني للادب وسينما المرأة عن فتح باب المشاركة في مسابقة جائزة الرواية ضمن فعاليات الدورة التاسعة من المهرجان، وذلك في إطار دعم الابداع النسوي وتشجيع الكتابة السردية، وإتاحة الفرصة أمام الأصوات الأدبية الشابة للتعبير عن تجاربها ورؤاها الفنية.

شروط المسابقة

- المسابقة خاصة بالمرأة فقط.
- المسابقة مخصصة لفن الرواية فقط.
- أن تكون الرواية مكتوبة باللغة العربية الفصحى.
- أن يكون العمل غير منشور سابقاً، ولم يسبق له الفوز بأي جائزة.
- أن تُكتب الرواية بـ خط Traditional Arabic (الخط العربي التقليدي) بحجم 16.
- أن يتراوح حجم الرواية بين 15.000 و 40.000 كلمة.
- يسمح لكل مشاركة بعمل واحد فقط.
- السن من 18 إلى 40 سنة.

Les œuvres retenues seront diffusées dans le cadre d'un programme dense, intégrant des séances de projection, des ateliers, des conférences littéraires et cinématographiques, ainsi que des moments d'interaction entre les créateurs et le public.

En parallèle, le Festival ouvre les candidatures pour un prix littéraire récompensant le roman, exclusivement destiné aux femmes, dans le but de soutenir l'expression artistique féminine et de stimuler la production narrative.

Cette neuvième édition anticipe une participation substantielle et un retentissement significatif sur la scène culturelle nationale, consolidant ainsi la position des femmes en tant que voix actives et influentes au sein du paysage cinématographique et littéraire algérien.

Conférence sur le Zellige à Chlef

Mettre en valeur un héritage ancestral

Sara Boueche

Une conférence nationale dédiée au Zellige algérien, cette forme d'art ancestrale de la mosaïque aux motifs géométriques élaborés, a commencé ses travaux mardi au Musée public national de Chlef. Cet événement de trois jours a rassemblé 26 artisans experts et des universitaires de diverses régions du pays. Son objectif principal est d'examiner comment ce patrimoine millénaire peut contribuer au développement du tourisme culturel et à la sauvegarde de la mémoire nationale.

Intitulée « Le Zellige algérien, un patrimoine culturel au service du tourisme durable », cette manifestation culturelle attire des artisans venus de Tlemcen, Tamanrasset, Timimoun, Sidi Bel Abbès, Béjaïa, Constantine et Alger, représentant une variété de métiers traditionnels. En plus des spécialistes en Zellige et mosaïque, l'événement accueille



aussi des artisans spécialisés en poterie, céramique, tissage de Hanbel, bijouterie, ainsi qu'en travail du cuir et en sellerie. Des professeurs d'université spécialisés en histoire et en archéologie prennent également part aux discussions, donnant une perspective académique à l'étude de ce savoir-faire ancestral.

La première journée de la

conférence a été dédiée à plusieurs présentations scientifiques traitant de l'histoire du Zellige algérien et de sa vaste diversité régionale. Les intervenants ont souligné la beauté unique de cet art décoratif, insistant sur son importance cruciale pour le développement du tourisme culturel et la sauvegarde de la mémoire des villes, en tant qu'élément majeur du patrimoine

culturel national. Ces présentations ont permis de décrire l'évolution de cet artisanat au fil des siècles, depuis ses origines jusqu'à ses manifestations actuelles, mettant en lumière les nombreuses influences qui ont forgé son esthétique distinctive.

Les experts présents ont aussi expliqué les différents styles géométriques propres au Zellige algérien, soulignant la grande variété de ses motifs et la vivacité de ses couleurs. Les communications ont également examiné les diverses applications décoratives de cet art pour les sols, les murs, les fontaines et les bassins, montrant comment ces œuvres embellissent les espaces urbains et illustrent la sophistication architecturale des villes algériennes à travers les âges.

En marge des conférences, une exposition nationale sur le Zellige algérien permet aux visiteurs de découvrir plus de cent pièces de Zellige et de mosaïque, qui

témoignent de l'excellence technique et artistique des artisans. Cette exposition unique est enrichie par des œuvres issues des collections des musées nationaux de Tlemcen, Oran et Constantine, offrant ainsi une vue d'ensemble de la variété régionale de cet art et de l'évolution de son style à travers les territoires et les périodes historiques.

Une deuxième exposition a été mise en place pour présenter toute la richesse artisanale nationale à travers les créations des artisans des régions participantes. Tapis aux motifs anciens, vêtements et bijoux traditionnels richement décorés, poteries aux formes équilibrées et produits en cuir travaillés avec soin, tout cela offre un aperçu des compétences qui font la fierté de l'artisanat algérien.

Ces éléments représentent également des atouts potentiels pour le développement d'un tourisme culturel authentique et respectueux des traditions.

Nigeria : 11ème édition de l'Africa Fashion Week

Des créateurs, des mannequins et des passionnés de mode se sont réunis à Lagos ce week-end pour l'Africa Fashion Week Nigeria 2025, l'un des plus grands événements de mode du pays, qui met en valeur la créativité locale. Les créateurs ont présenté des collections inspirées des textiles

traditionnels nigériens tels que l'Aso Oke, l'Adire et l'Ankara, mélangées à des coupes modernes destinées aux marchés locaux et internationaux.

L'Africa Fashion Week Nigeria, dont la première édition a eu lieu en 2013, est devenue l'un des principaux événements de mode du pays, contribuant à lancer

la carrière de créateurs qui ont ensuite défilé à Londres, Paris et New York.

Ces dernières années, l'industrie de la mode fait face à de nombreuses difficultés, baisse des chiffres d'affaires des grandes maisons, expansions agressives de la fast fashion, pollution sans oublier la problématique du

plagiat.

La mode reste un employeur important dans l'économie créative du Nigeria, fournissant des emplois aux tailleurs, mannequins, maquilleurs, photographes et propriétaires de petites entreprises.





Quels sont les bienfaits du lait d'avoine ?



Issue de l’avoine, une céréale largement cultivée à travers le monde, cette boisson s’est progressivement imposée dans nos habitudes alimentaires par sa grande adaptabilité. Elle se consomme aussi bien nature, froide pour une pause désaltérante ou chaude pour accompagner les matinées plus fraîches, qu’intégrée à de nombreuses recettes, où elle se glisse avec aisance dans des préparations aussi bien sucrées que salées. Sa texture douce et son goût discret lui permettent d’accompagner une grande variété de plats, des petits déjeuners aux repas du soir.

Une boisson végétale au profil nutritionnel spécifique

D’un point de vue réglementaire, on ne devrait pas parler de « lait d’avoine » mais bien de jus ou de boisson à l’avoine, l’appellation « lait » étant réservée en France aux produits d’origine animale, à l’exception de quelques usages anciens comme le lait de coco ou d’amande. Au-delà du vocabulaire, cette boisson végétale présente un profil nutritionnel très différent de celui des laits de vache, de chèvre ou de brebis. Avec environ 42,5 calories pour 100 g, elle se situe au dessus du jus de soja, qui en apporte 35,8 mais dont la consommation est déconseillée aux femmes enceintes et aux enfants en raison de la présence d’isoflavones, et au dessus du lait d’amande, moins calorique

avec 36,3 calories aux 100 g en raison de sa plus faible teneur en amandes. Elle reste toutefois plus légère que le jus de riz, qui dépasse les 53 calories aux 100 g, et sa valeur énergétique se rapproche de celle du lait de vache partiellement écrémé. Sur le plan des macronutriments, le jus d’avoine se distingue par sa très faible teneur en protéines, inférieure à 0,5 g pour 100 g, ce qui explique qu’il ne contribue pas réellement à la sensation de satiété, même si celle-ci est rarement liée à une boisson, comme le rappelle la même experte. À titre de comparaison, le lait de vache demi-écrémé fournit un peu plus de 3 g de protéines aux 100 g, le lait écrémé environ 3,5 g, et seule la boisson au soja présente un apport protéique comparable avec 3,7 g. Côté lipides, le jus d’avoine reste également modéré, autour de 1,1 g pour 100 g, avec peu d’acides gras saturés et une présence intéressante d’oméga 6 et d’oméga 9, ce qui en fait une option légère et équilibrée pour compléter une alimentation variée, à condition de ne pas le considérer comme un substitut nutritionnel strict du lait animal.

Le lait d’avoine, une option adaptée à de nombreux régimes. De plus en plus présent dans les habitudes alimentaires, le lait d’avoine s’adresse d’abord à celles et ceux qui souhaitent réduire ou éviter les produits

d’origine animale, que ce soit par choix personnel, par goût ou pour des raisons de santé. Obtenue simplement par trempage de flocons d’avoine dans l’eau puis filtration, cette boisson végétale offre une alternative pratique au lait classique dans de nombreuses préparations, à condition de s’inscrire dans une alimentation équilibrée et, idéalement, d’opter pour une version enrichie en nutriments essentiels.

Son intérêt est particulièrement marqué chez les personnes intolérantes au lactose ou allergiques aux protéines de lait de vache. Dépourvu de lactose et de protéines animales, le lait d’avoine est généralement mieux toléré par les systèmes digestifs sensibles et peut limiter les désagréments tels que ballonnements, douleurs abdominales ou troubles digestifs associés aux produits laitiers. Il constitue ainsi une solution confortable pour maintenir des habitudes alimentaires variées sans renoncer aux usages du lait dans le quotidien.

Au-delà des considérations nutritionnelles, le lait d’avoine s’inscrit également dans une démarche environnementale plus sobre. Sa production requiert moins d’eau et d’énergie que celle du lait de vache et évite les impacts liés à l’élevage intensif et aux émissions de méthane. Toutefois, comme le rappellent les professionnels de la nutrition, il ne doit pas être perçu comme un équivalent nutritionnel du lait animal, notamment en matière de calcium, de protéines et de certaines vitamines. Lorsqu’il remplace les produits laitiers, il est donc essentiel de veiller à couvrir ces apports par d’autres sources alimentaires, et de solliciter l’avis d’un spécialiste si nécessaire.

L’avoine, une céréale aux fibres bénéfiques

Parmi les atouts souvent associés

à l’avoine figure également sa richesse en fibres solubles, en particulier les bêta-glucanes, reconnues pour leur rôle dans la régulation de la glycémie, du cholestérol et du transit intestinal. Ces composés contribuent au bon équilibre métabolique et digestif, ce qui explique l’intérêt nutritionnel global de cette céréale. Si leur teneur est naturellement plus élevée dans les flocons d’avoine que dans la boisson filtrée, leur présence, même modérée, participe à la qualité nutritionnelle du lait d’avoine et mérite d’être prise en compte dans une alimentation variée.

Gluten et lait d’avoine : ce qu’il faut savoir

Le lait d’avoine est souvent présenté comme une boisson sans gluten, mais cette affirmation mérite d’être nuancée. L’avoine contient en réalité une protéine proche du gluten du blé, dont la tolérance varie selon les personnes. En cas de maladie coéliqua ou d’intolérance avérée, il est donc préférable de se tourner vers d’autres boissons végétales comme le soja ou l’amande. Pour celles et ceux qui apprécient le lait d’avoine mais y réagissent mal, il existe des versions certifiées sans gluten, élaborées à partir d’avoine spécifiquement contrôlée. En cas de doute, un avis médical reste la meilleure façon d’adapter son alimentation en toute sécurité.

Les usages cosmétiques du lait d’avoine

Présent aussi bien dans l’alimentation que dans les rituels de soin, le lait d’avoine s’est progressivement fait une place dans l’univers cosmétique. Appliqué sur les cheveux, il apporte hydratation et nutrition, tout en renforçant la fibre capillaire et en facilitant le coiffage. Son action gainante aide à discipliner les longueurs et à limiter les frisottis, laissant la chevelure plus souple, plus

douce et visiblement plus brillante. De nombreux soins capillaires intègrent aujourd’hui l’avoine dans leur formulation, mais il est également possible d’utiliser un simple rinçage au lait d’avoine préparé à la maison pour profiter de ses propriétés. Sur la peau, l’avoine est reconnue pour sa tolérance et son efficacité, en particulier chez les personnes à la peau sensible ou sujette aux irritations. Les dermatologues en recommandent l’usage pour ses capacités hydratantes et apaisantes, ainsi que pour la présence de composés aux effets anti-inflammatoires, utiles pour calmer rougeurs et démangeaisons. On la retrouve ainsi dans de nombreux produits d’hygiène, y compris ceux destinés aux nourrissons, et dans les soins corporels des adultes, notamment les laits, baumes et crèmes formulés pour les peaux sèches ou fragilisées.

Lait d’avoine : mode d’emploi pour le choisir

Tous les produits ne se valent pas. Pour faire un choix éclairé, la première étape consiste à s’attarder sur la liste des ingrédients. Plus elle est courte, mieux c’est. Un bon lait d’avoine se reconnaît à une composition sobre, sans arômes artificiels ni additifs inutiles, et avec une présence limitée de sucres ajoutés, idéalement relégués en fin de liste lorsque leur usage ne peut être évité.

Une fois le bon produit sélectionné, encore faut-il le conserver dans de bonnes conditions pour préserver sa qualité. Le lait d’avoine doit être stocké au réfrigérateur, dans son emballage d’origine, à une température ne dépassant pas 4 °C. Après ouverture, il est préférable de le consommer rapidement, dans un délai d’environ cinq jours, afin d’éviter toute altération du goût et des qualités nutritionnelles.

Une étude dit qui d’une grande marche ou de courtes promenades est le mieux pour votre coeur

Marcher est bon pour le cœur, peu importe la durée, qu’il s’agisse d’aller chercher le pain à pied comme de faire une longue marche digestive d’une heure ou plus. Mais laquelle des deux marches est la meilleure pour la santé cardiaque ? Une étude internationale, publiée dans la revue *Annals of Internal Medicine* (Source 1), révèle qu’à choisir, pour sa santé

cardiovasculaire, mieux vaudrait marcher au moins 10 à 15 minutes d’affilée que de faire le même nombre de pas mais en plusieurs promenades plus courtes. Les chercheurs ont ici analysé les données de 33 560 adultes de 40 à 79 ans, marchant au moins 8 000 pas par jour, et ne présentant aucune maladie cardiovasculaire ni cancer au début de l’étude. Tous et toutes ont porté un bracelet pendant

une semaine, celui-ci mesurant le nombre de pas effectués, mais aussi leur cumul. L’état de santé des participants a ensuite été suivi pendant en moyenne huit ans. De quoi permettre à l’équipe de recherche de constater que : les personnes qui marchaient sans interruption pendant 10 à 15 minutes par jour avaient 4 % de risque de subir un accident vasculaire (infarctus ou AVC) ; en revanche, celles qui

marchaient sans interruption pendant seulement 5 minutes par jour présentaient un risque de 13%.

A nombre de pas égal, mieux vaut marcher d’une traite

L’étude indique que les bienfaits de la marche sur la santé cardiaque étaient plus marqués chez les personnes les moins actives, par exemple celles marchant 5 000 pas par jour ou moins. Dans ce groupe, le risque de développer

une maladie cardiovasculaire a été réduit de moitié, passant de 15 % pour celles qui marchaient jusqu’à 5 minutes par jour à 7 % pour celles qui marchaient jusqu’à 15 minutes par jour. Et le risque de décès est passé de 5 % pour ceux qui marchaient par périodes de 5 minutes au cours de la journée, à moins de 1 % pour ceux qui marchaient jusqu’à 15 minutes par jour.



Quand l'absence d'une invitation en dit plus que mille mots

Sara Boueche

Dans nos interactions quotidiennes, être invité chez quelqu'un est généralement perçu comme un signe discret de reconnaissance, de confiance et de proximité. Pourtant, beaucoup d'entre nous ont des relations agréables, parfois même très chaleureuses, qui ne franchissent jamais le seuil de la maison. Pourquoi certaines personnes ne vous ouvrent-elles jamais leur porte ? Ce n'est pas toujours un signe de rejet personnel, et il faut regarder ça de plus près, en tenant compte de la société, de nos émotions et de nos traditions.

La maison : un endroit très symbolique

La maison, ce n'est pas juste quatre murs. C'est comme une partie de nous-mêmes, remplie de ce que l'on représente, de nos souvenirs, de nos valeurs. Inviter quelqu'un, c'est un peu dévoiler son jardin secret : montrer comment on vit, nos habitudes, et parfois même nos points faibles. Pour certains, cette mise à nu est trop difficile

à gérer émotionnellement. Donc, si on ne vous invite pas, ce n'est souvent pas contre vous, mais plutôt un moyen de se protéger.

La peur d'être jugé

Dans notre société où l'on se compare souvent les uns aux autres, la maison devient un lieu où l'on se sent évalué, même sans le dire : le niveau de vie, l'ordre, le style, la position sociale. Par peur d'être jugées ou de paraître « pas à la hauteur », certaines personnes préfèrent rencontrer leurs amis dans des endroits plus neutres, cafés, parcs, bureaux. Cette manière de faire n'est pas un manque d'affection, mais plutôt une forme d'insécurité personnelle.

Le besoin de contrôler ses relations

Ne pas ouvrir sa porte peut aussi être une façon de gérer ses relations. Certaines personnes préfèrent des liens clairs et définis, sans vouloir les rendre plus profonds. L'absence d'invitation sert alors de frontière invisible mais bien réelle : elle indique une volonté de garder la relation à un certain niveau, sans laisser entrer

l'intimité. Dans ce cas, ce n'est ni de l'hostilité ni du mépris, mais un choix relationnel clair, même s'il est rarement expliqué.

Ce que l'on apprend de sa culture et de sa famille

Les façons de recevoir varient énormément selon les milieux, les cultures et les habitudes familiales. Dans certains endroits, inviter est presque un devoir ; ailleurs, c'est un événement spécial réservé aux amis et à la famille très proches. Une personne qui n'invite pas souvent reproduit peut-être simplement un modèle appris, où la maison est vue comme un havre de paix très personnel plutôt qu'un lieu de rencontres.

Quand l'absence d'invitation est un reflet

Il est facile de penser que si l'on n'est pas invité, c'est qu'il y a un problème avec nous. Mais c'est souvent une erreur de jugement. L'absence d'invitation en dit bien plus sur la relation de l'autre avec l'intimité, le besoin de tout maîtriser et sa propre fragilité, que sur notre valeur personnelle. Comprendre cela aide à apaiser la déception et à voir la question



autrement : non plus « Pourquoi ne m'invite-t-il/elle pas ? », mais plutôt « Quel genre de relation cette personne est-elle capable ou souhaite-t-elle construire ? ».

Au final, ne jamais être invité chez certaines personnes n'est pas forcément un signe qu'on vous met de côté. C'est souvent l'expression silencieuse de peurs, d'habitudes bien ancrées ou de

choix de relations très personnels. Dans une société où l'intimité est à la fois mise en avant et redoutée, une porte fermée ne signifie pas toujours qu'on vous rejette, mais parfois simplement une difficulté de l'autre à s'ouvrir. Savoir décoder cela avec lucidité, sans se laisser emporter par les émotions, est une vraie preuve de maturité relationnelle.

Acné enceinte, que faire ?

Si le mot acné évoque classiquement l'adolescence, cette affection dermatologique concerne aussi les adultes. Elle n'est pas si rare chez la femme enceinte... qu'elle en ait déjà eu ou pas.

L'acné, qu'est-ce que c'est ?

L'acné est une affection dermatologique liée à une hyper sécrétion de sébum, l'hyper séborrhée, et à un trouble de la comédogénèse. Une sécrétion séborrhéique excessive et la formation d'un bouchon corné fait que la glande sébacée ne peut plus s'évacuer et s'enkyste. Des comédons ou microkystes, points blancs ou points noirs vont alors se former et sont rapidement colonisés par des bactéries.

Dans certains cas, l'invasion



d'un point noir par une bactérie particulière, propionibacterium acnes, peut aboutir à des lésions inflammatoires récidivantes, les pustules. Il est alors fréquent pour le dermatologue de poser un diagnostic d'acné et de prescrire

un traitement adapté.

Si l'hérédité familiale, le stress, l'exposition solaire, l'utilisation de produits détergents sont autant de facteurs susceptibles de déclencher l'acné, les bouleversements hormonaux.

Acné : la faute aux hormones

L'apparition de boutons d'acné chez des femmes enceintes, même celles n'ayant jamais eu d'acné avant, s'explique par le bouleversement hormonal déclenché par la grossesse. L'activité de la progestérone augmente l'activité sébacée. Cela peut déclencher la survenue d'acné qui va apparaître, puis disparaître pour parfois réapparaître tout au long de la grossesse.

Comment traiter l'acné durant la grossesse ?

Les dermatologues sont confrontés à la difficulté de traiter l'acné d'une femme enceinte ou d'une femme qui allaite, car de nombreux médicaments anti-acnéiques ne peuvent être prescrits durant la grossesse

ou durant l'allaitement. C'est pourquoi même si cela est très déprimant, il n'est pas question de piocher dans son armoire à pharmacie pour utiliser des traitements vous ayant prouvé leur efficacité sur de boutons disgracieux. Même concernant les traitements locaux, leur utilisation requiert un avis médical.

Pendant la grossesse, certains permettent d'améliorer l'état de la peau, mais très peu permettent de faire disparaître l'acné. Il faudra adopter une hygiène stricte et faire preuve de patience. La situation reviendra à la normale, quelques semaines après votre accouchement. Le temps de retrouver votre équilibre hormonal.

Aura-t-il les yeux de son papa ?

C'est au stade de la fécondation que tout se joue. Chaque cellule sexuelle renfermant 23 chromosomes, soit la moitié du nombre contenu dans les autres cellules humaines, les 23 chromosomes de votre ovule vont rencontrer les 23 présents dans les spermatozoïdes du futur papa. Cette fusion provoque une combinaison absolument unique de 46 chromosomes avec, à la clé,

des milliards de combinaisons génétiques possibles.

C'est ce qui explique qu'aucun membre d'une même famille ne soit le portrait fidèle de l'un de ses parents ou une réplique exacte de son frère ou de sa sœur... excepté chez les vrais jumeaux, qui sont issus d'un œuf unique composé des mêmes 46 chromosomes.

Yeux bleus ou marron, qui va l'emporter ?

Les chromosomes allant toujours

par deux, l'un est hérité de son papa et l'autre de vous. Le patrimoine génétique de votre bébé lui vient donc pour moitié de son père et pour l'autre moitié de vous. Chacun de vos gènes est par conséquent présent en double exemplaire.

Lequel l'emportera ? Prenons l'un des sujets les plus commentés en famille en matière de ressemblance : la couleur des yeux. Supposons (en

schématisant !) que votre bébé hérite sur le gène paternel de la couleur marron et sur le gène maternel de la couleur bleue. Il y a plus de chances pour que ses yeux soient marron puisque le marron est « dominant » et le bleu « récessif » ou « réprimé », (car empêché de transmettre son « message », ici la couleur bleue). Si vous avez tous les deux les yeux marron, vous renforcerez ce caractère dominant.

Des surprises existent

Remontez la lignée familiale et vous finirez par trouver un aïeul aux yeux clairs qui pourrait avoir laissé en héritage le gène porteur d'azur que vous avez transmis à votre bébé. Ainsi, bien que tenant de ses parents tout son patrimoine, un enfant peut parfaitement ne pas leur ressembler. En revanche, il tient forcément tous ses caractères des générations qui l'ont précédé.

Brigitte Bardot, star internationale est morte à 91 ans

Icône mondiale, défenseure des animaux et familière des prises de position réactionnaires, Brigitte Bardot, femme aux multiples facettes plus ou moins reluisantes, est décédée ce dimanche à l'âge de 91 ans

Elle fut une certaine idée de la France et chaque Français se faisait son idée d'elle. Brigitte Bardot est morte ce dimanche à l'âge de 91 ans, a annoncé sa fondation, sans préciser le jour ou le lieu du décès. Le 16 octobre, on apprenait qu'elle avait été hospitalisée pendant trois semaines pour une intervention « liée à une maladie grave ». Elle avait pu regagner son domicile, mais son état était jugé préoccupant. Née en septembre 1934 à Paris, elle fut au fil des décennies l'incarnation de l'émancipation féminine et une défenseure des droits des animaux, mais aussi

une figure aux prises de position polémiques qui lui ont valu cinq condamnations pour incitation à la haine raciale. Elle a autant fait l'objet d'admiration et été célébrée comme source d'inspiration qu'elle a été décriée en suscitant la controverse. Côté vie privée, elle a été mariée quatre fois, successivement avec Roger Vadim (de 1952 à 1957), Jacques Charrier (de 1959 à 1962), Gunter Sachs (de 1966 à 1969) et, depuis 1992, avec Bernard d'Ormale. En 1960, elle a eu un fils, Nicolas-Jacques, avec Jacques Charrier. Elle entre dans la légende avec « Et Dieu... créa la femme » Le public la découvre d'abord comme mannequin. A 15 ans, elle apparaît dans les pages de Elle - elle finit même par en faire la couverture. C'est ainsi qu'elle est repérée par le cinéma et qu'elle fait sa première appa-

rition sur grand écran dans Le Trou normand de Jean Boyer, au côté de Bourvil, en 1952. Les petits rôles se succèdent mais c'est en 1956, grâce au rôle principal à l'aura alors sulfureuse de Et Dieu... créa la femme de Roger Vadim qu'elle entre dans la légende. Si le film est d'abord accueilli sans grand enthousiasme, voire avec défiance en France, son retentissement international (8 millions d'entrées aux Etats-Unis, 4.8 millions en Allemagne...) lui permet d'avoir une seconde chance dans les salles de l'Hexagone et d'y trouver son public (plus de 4 millions de tickets trouvent preneurs). Elle enchaîne les longs-métrages tout au long de cette décennie. **Elle abandonne le cinéma pour se consacrer aux animaux** En parallèle, elle fait entendre sa voix dans la chanson. La Madrugue (parfois titrée impro-



prement « Sur la plage abandonnée » ou « Coquillages et crustacés »), du nom de sa propriété de Saint-Tropez, et Har-

ley Davidson, dont les paroles et la mélodie sont signées Serge Gainsbourg, resteront ses succès les plus mémorables.

Perry Bamonte, guitariste et claviériste du groupe The Cure, est mort à 65 ans



Le musicien, avec The Cure depuis 1990, est décédé « après une courte maladie à Noël », a annoncé le légendaire groupe

britannique The Cure chantait Boys Don't Cry, mais ils auraient bien une raison de

pleurer. Le guitariste et claviériste du légendaire groupe britannique, Perry Bamonte dit « Teddy », est décédé à l'âge de 65 ans, ont annoncé vendredi ses collègues de scène. Le musicien, devenu membre à part entière de The Cure en 1990, « est décédé chez lui après une courte maladie à Noël », selon un communiqué publié sur le site du groupe, disant son « immense tristesse ». « Discret, intense, intuitif, constant et d'une immense créativité, «Teddy» était un cœur chaleureux et une part essentielle de l'histoire de The Cure. [...] Il nous manquera énormément », indique ce texte. Sur Instagram, le batteur du groupe, Lol Tolhurst, s'est dit « tellement triste » du décès de Bamonte, ajoutant «

Adieu Teddy ». The Cure, avec son emblématique chanteur Robert Smith, 66 ans, s'est transformé tout au long de ses décennies prolifiques. Perry Bamonte a d'abord fait partie de l'équipe technique du groupe à partir de 1984 avant de connaître deux périodes comme membre du groupe, comme guitariste pendant quatorze ans, jouant notamment de la basse six cordes, puis des claviers depuis 2022. **Un groupe et des titres emblématiques** Dans son communiqué, The Cure a souligné qu'il avait contribué à la création de nombreux albums, dont Wish (1992), Wild Mood Swings (1996), Bloodflowers (2000), Acoustic Hits (2001) et

The Cure (2004). Il a donné plus de 490 concerts, dont les plus récents figuraient « parmi les meilleurs de l'histoire du groupe », précise le communiqué. Porté par la voix plaintive et déchirante de Robert Smith, The Cure a contribué à façonner le rock gothique avec des albums comme Pornography (1982). Le groupe a ensuite connu des succès avec des morceaux beaucoup plus enjoués, dont Friday I'm in Love. Ses derniers albums datent de 2008 (4 : 13 Dream) et l'an dernier avec Songs of a Lost World. Perry Bamonte avait été également le bassiste du groupe Love Amongst Ruin, qui a sorti deux albums studio.

Donald Trump : Un nouveau bébé dans la Maison Blanche, l'annonce inattendue ! "C'est une fille "

Le 26 décembre dernier, juste après Noël, la porte-parole de la Maison Blanche a annoncé l'arrivée de son bébé, en mai prochain. Dans son message, sur Instagram, Karoline Leavitt avait remercié Donald Trump. Une première ! Ce Noël 2025 a été véritablement sous le signe de la joie et du bonheur pour le couple Karoline Leavitt et Nicholas Riccio. En effet, la porte-parole de la Maison Blanche a annoncé une excellence nouvelle : celle de la venue de son deuxième enfant au mois de mai prochain ! C'est sur Instagram que celle qui a été la plus jeune à occuper le poste de porte-parole à la Maison Blanche a fait la grande annonce, le 26 décembre dernier. Sur son compte Instagram, Karo-

line Leavitt, 28 ans, avait posté une photo d'elle vêtue d'une robe blanche qui laisse bien voir son baby bump. Sublime, toute souriante, la jeune politicienne n'a laissé aucune place au doute quant au message qu'elle voulait faire passer. Sauf qu'avec ce beau cliché déjà bien parlant, elle avait également écrit un long message très touchant concernant l'arrivée de son deuxième enfant qui, cette fois, est une fille! Donald Trump : la porte-parole de la Maison Blanche enceinte ! En légende à son tendre cliché, Karoline Leavitt a écrit : «Le plus beau cadeau de Noël que nous pouvions espérer : une petite fille en mai 2026 !», annonçant ainsi le terme de sa grossesse ainsi que le sexe de l'enfant. «Mon mari

et moi sommes ravis d'agrandir notre famille et avons hâte de voir notre fils devenir grand frère», poursuit cette maman fière. «Mon cœur déborde de gratitude envers Dieu pour le don de la maternité, qui est pour moi ce qui se rapproche le plus du paradis sur terre», écrit tendrement Karoline Leavitt dans son message, témoignant de sa joie de devenir mère une deuxième fois. Elle en a également profité pour remercier Donald Trump. «Je suis également extrêmement reconnaissante envers le président Trump et notre chef de cabinet, Susie Wiles, pour leur soutien et pour avoir favorisé un environnement favorable à la famille à la Maison Blanche», écrit-elle.



Somalie :

Les MAE de 21 pays arabes et musulmans rejettent la reconnaissance du "Somaliland" par l'entité sioniste

Les ministres des Affaires étrangères (MAE) de 21 pays arabes et musulmans, dont l'Algérie, ont exprimé leur rejet catégorique de la déclaration de l'entité sioniste reconnaissant la région du "Somaliland" comme Etat indépendant, condamnant fermement cette reconnaissance en violation flagrante des règles du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Les ministres des Affaires étrangères de ces pays ont exprimé, dans un communiqué conjoint, leur rejet catégorique de la déclaration de l'entité sioniste reconnaissant la région du "Somaliland", située en République fédérale de Somalie, "compte tenu des graves répercussions de cette

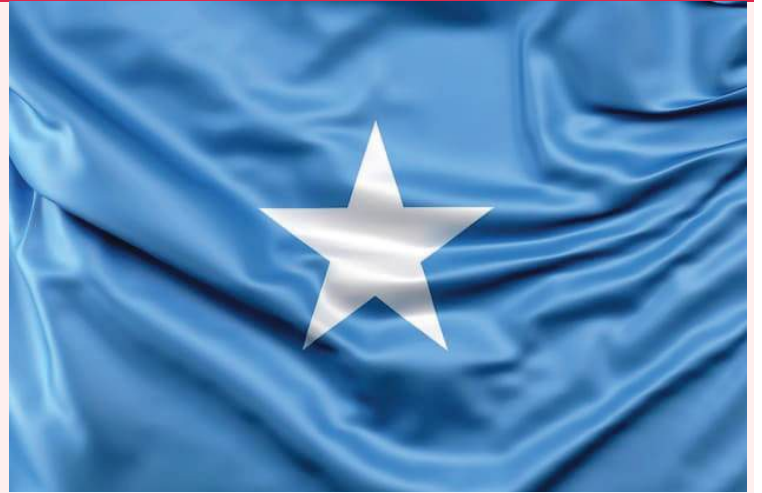
mesure sans précédent sur la paix et la sécurité dans la région de la Corne de l'Afrique et de la mer Rouge, ainsi que de ses graves retombées sur la paix et la sécurité internationales", soulignant que cet acte reflète le mépris manifeste et total de l'entité sioniste pour le droit international.

Les ministres des Affaires étrangères de ces pays ont fermement condamné cette reconnaissance, la qualifiant de "violation flagrante des règles du droit international et de la Charte des Nations Unies, qui souligne la préservation de la souveraineté des Etats, ainsi que de l'unité et de l'intégrité de leurs territoires".

Ils réaffirment en outre "le soutien total à la souveraineté

de la République fédérale de Somalie et le rejet de toute mesure susceptible de compromettre l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Somalie sur l'ensemble de son territoire", précisant que "la reconnaissance de l'indépendance de parties du territoire d'un Etat constitue un précédent dangereux et une menace pour la paix et la sécurité internationales, ainsi que pour les principes établis du droit international et la Charte des Nations Unies".

Les MAE soulignent, par ailleurs, "le rejet catégorique de tout lien entre cette mesure et tout plan de déplacement du peuple palestinien hors de sa terre, qui est refusé sur le fond, la forme et de manière absolue". Outre l'Algérie, ce communiqué



est signé par les ministres des Affaires étrangères de la Jordanie, de l'Egypte, de l'Union des Comores, de Djibouti, de la Gambie, de l'Iran, de l'Irak, du Koweït, de la Libye, des Maldives, du Nigeria, du

Sultanat d'Oman, du Pakistan, de l'Etat de Palestine, du Qatar, de l'Arabie saoudite, de la Somalie, du Soudan, de la Turquie et du Yémen, ainsi que par l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Économie nationale :

2025, année des derniers ajustements du projet de phosphate intégré de Bled El Hadba à Tébessa

L'année 2025 a été marquée, dans la wilaya de Tébessa, par les ultimes ajustements du projet de phosphate intégré à Bled El Hadba auquel le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune accorde un intérêt particulier et un suivi permanent. Ce projet, composé d'une mine ouverte en 2025 pour l'extraction du phosphate, complété d'une voie ferrée de 422 km reliant Bled El Hadba au port d'Annaba, fait l'objet d'un suivi permanent du président de la République, aussi bien lors des réunions du Conseil des ministres que par les instructions données aux secteurs concernés pour un suivi rigoureux, dans l'optique de le réceptionner dans les plus brefs délais. Un suivi et des directives qui ont conduit à l'accélération du rythme des travaux et à l'achèvement de la plupart des parties de ce mégaprojet.

L'Etat veille, en effet, sur la finalisation du projet et son entrée en exploitation dans les plus brefs délais, en raison de son importance et de l'opportunité qu'il offre pour ouvrir des perspectives prometteuses à l'économie nationale et consolider les revenus hors hydrocarbures, tout en renforçant la position de l'Algérie et son rôle en tant que leader sur les marchés



internationaux en matière d'exportation de phosphate.

Le président de la République avait souligné, lors d'une rencontre avec des représentants de la société civile au cours de sa visite de travail, en novembre dernier, dans la wilaya de Constantine, que l'Algérie "se prépare à entamer l'exploitation effective de projets économiques vitaux et stratégiques qui entreront en production prochainement, parmi lesquels le projet d'extraction, de transformation et d'exportation du phosphate vers les marchés mondiaux avec une capacité de production de dix millions de tonnes par an".

Il avait précisé que le projet de phosphate intégré "augmentera la production annuelle de phosphate en Algérie, la faisant passer de 2,5 millions de tonnes à 10,5 millions de tonnes", avant de souligner que la production de minerais et d'engrais constitue "une nouvelle arme dans le monde", et mis en avant le fait que l'Etat "s'emploie activement à consolider ces deux domaines importants".

Les statistiques indiquent que l'Algérie figure parmi les dix premiers pays dans le monde en matière de réserves de phosphate, ces dernières étant estimées à plus de 3 milliards de tonnes dans l'Est du pays, dont la plupart se

trouvent dans la mine de Bled El Hadba avec environ 1,2 milliard de tonnes pouvant être exploitées pendant plus de 80 ans.

Ce projet qui fait partie des investissements majeurs dans l'Est algérien, réalisé à 100% par des Algériens dans le cadre d'un partenariat entre les groupes publics Sonatrach et Sonarem, en utilisant le savoir-faire des cadres nationaux et des universitaires qualifiés, permettra de créer environ 12.000 emplois directs. Les jeunes dans plusieurs wilayas de l'Est du pays comme Tébessa, Souk Ahras, Skikda et Annaba, s'en remettent à ce projet qui fournira des postes de travail stables aux diplômés

des universités et des centres de formation professionnelle, que ce soit dans les domaines des mines, des travaux publics, des ressources en eau, des technologies modernes ou d'autres secteurs connexes, contribuant ainsi à réduire le nombre des jeunes sans emploi. Ainsi, l'expert en énergie et professeur à la faculté des sciences économiques, commerciales et de gestion de l'université Cheikh Larbi Tebessi, Ahmed Tertar, estime que le lancement de grands projets à l'image de celui de Bled El Hadba, devrait avoir un impact éminemment positif sur la population de la région, étant donné que ce projet "ravivera les ambitions des jeunes et leur fera naître de l'espoir".

"Les bénéfices escomptés de ce projet, en plus de faire réaliser à l'économie nationale un bond qualitatif, par la conquête de marchés mondiaux, résident dans la sortie de la région de son isolement social et économique, tout en permettant d'importantes victoires en matière d'emploi, d'intégration sociale des jeunes et de fourniture de différents services en relation avec le projet, comme le développement des infrastructures de la région", a assuré l'expert universitaire.